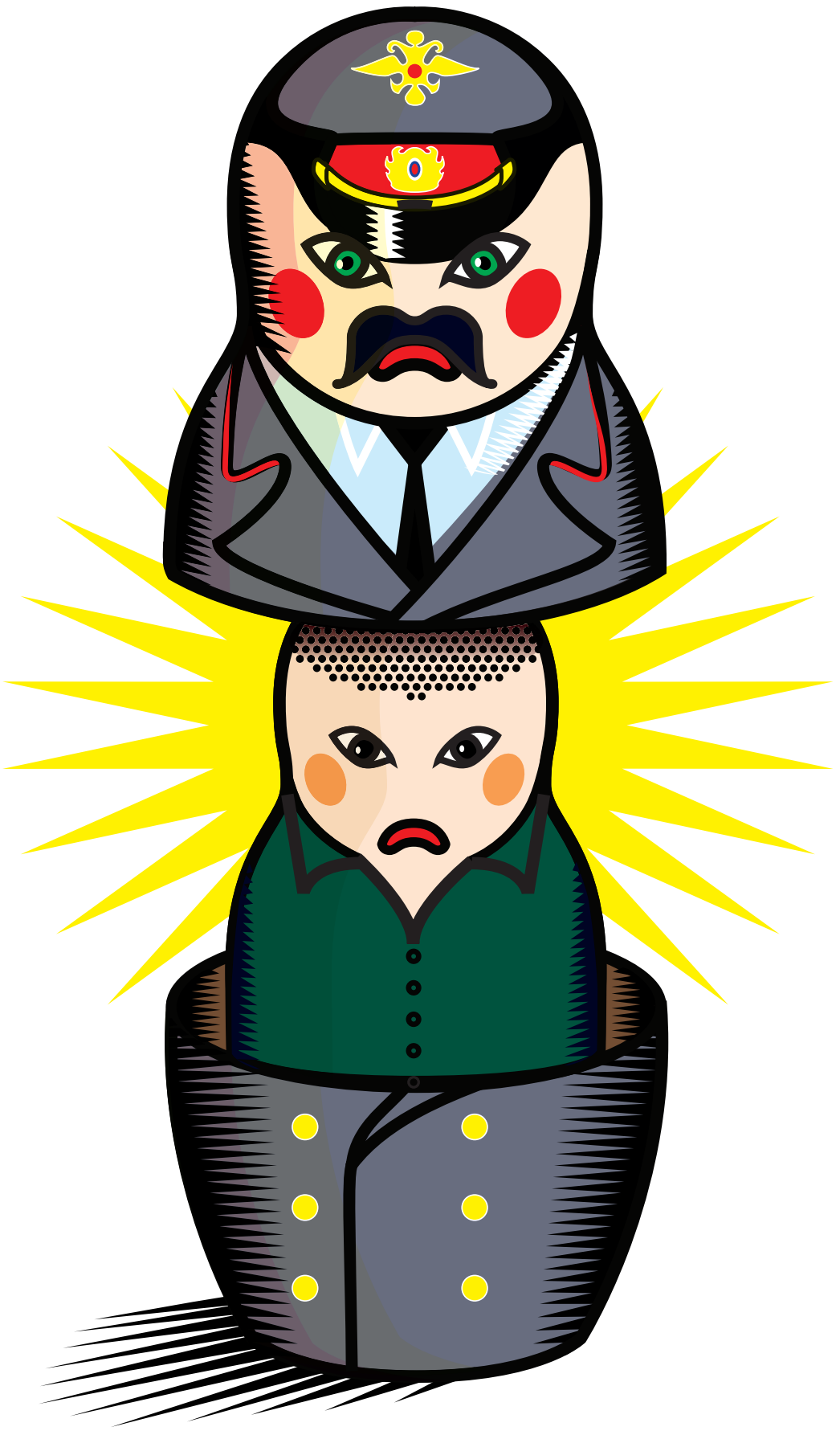
_QLvol15no12.qxd 2/27/08 1:13 PM Page 1

Quartier Libre

LE JOURNAL DES ÉTUDIANTS DE L'UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL



RUSSIE :

QUAND LE POUVOIR EMBOÎTE LE PAS À L'EXTRÉMISME

Page 19

www.quartierlibre.ca

QUARTIER LIBRE - Vol. 15 • numéro 12 • 27 février 2008

CAMPUS

L'avenir de la FAÉCUM commence au cabinet d'avocats McCarthy-Tétrault dit le rectorat !

Page 5

Notre recteur dans l'une de ses onéreuses escapades à l'utilité fort discutable.

SOCIÉTÉ

***Quartier Libre* enquête**

L'organisation Nouvelle Acropole est-elle une secte ?

Pages 14-15

CULTURE

Cinémathèque québécoise

L'animation japonaise des premiers temps

Page 24

_QLvol15no12.qxd 2/27/08 1:13 PM Page 2

Volonté et organisation

Par David Paradis
Coordonnateur à la recherche universitaire
FAÉCUM

« On ne peut rien y faire. »
« C'est plus gros que moi ».
« Peu importe ce que je fais, ça ne changera rien ». Autant de phrases que d'aucuns soupirent face à des injustices auxquelles ils sont confrontés.

Et pourtant…

Et pourtant, il n'y a rien de plus humain que de souhaiter améliorer son sort. Alors, même ceux qui soupirent de résignation ne peuvent s'empêcher de penser à ce qui pourrait être fait pour corriger ces injustices. Toutefois, c'est l'apparente ampleur de la tâche à accomplir qui, bien souvent, brise la volonté à agir. Je dis bien « apparente », car il suffit souvent d'une seule expérience où nos efforts conduisent à un changement pour réaliser qu'il ne faut qu'un peu de volonté et d'organisation pour vaincre des injustices.

Je me souviendrai toujours du cas des étudiants cliniciens en psychologie. Dès le début de mon baccalauréat en psychologie à l'Université de Montréal, j'ai été foncièrement scandalisé par leurs conditions d'études. Bon an mal an, le département admettait quelque 380 étudiants dans la discipline. Or, pour être reconnu par l'Ordre des psychologues du Québec et donc professer en tant que psychologue, il faut obtenir une formation doctorale dans laquelle seulement 36 étudiants sont retenus. Cette proportion prévalait à la grandeur du Québec. C'est donc dire qu'un peu plus de 9 étudiants sur 10, dont la quasi-totalité souhaitait devenir psychologue, devaient payer pour un baccalauréat ne leur donnant aucune reconnaissance professionnelle dans l'infime espoir de se faire admettre au programme qui, lui, permet d'obtenir le titre de professionnel convoité. J'étais franchement outré, non pas pour ma propre admission (j'ai eu la chance de toujours bien m'en tirer à l'école), mais plutôt pour l'hypocrisie patente dont faisait preuve l'Université en admettant, sous de fausses représentations, autant d'étudiants, dans le but de leur siphonner de l'argent en sachant pertinemment que la majorité d'entre eux ne toucheraient jamais le but.

Je me suis donc mis à militer dans l'association étudiante de psychologie.

Au fil de mon implication, j'ai constaté que l'Université de Montréal était l'une des seules universités à ne pas offrir un programme de formation doctorale strictement clinique. Le cursus de l'époque exigeait un passage en recherche, même si l'étudiant n'entendait que pratiquer. J'ai donc entrepris de faire adopter un programme doctoral strictement clinique pour répondre aux besoins des étudiants, et aussi offrir la chance à plus d'entre eux de devenir psychologue. En y mettant de la volonté et de l'organisation, mes efforts combinés à ceux de mes collègues de l'association ont conduit à l'instauration de ce programme clinique, malgré la vive opposition des professeurs.

Le plaisir et la satisfaction que j'ai éprouvés à améliorer ainsi le sort de mes collègues et des futurs étudiants en psychologie m'ont incité à poursuivre mon implication. La suite naturelle des choses m'a conduit à œuvrer au sein de la FAÉCUM, pour défendre, cette fois, les droits et intérêts de ses 33 000 étudiants membres. C'est ce même plaisir et ce même vœu de contribuer à améliorer concrètement le quotidien de mes compères qui me pousse maintenant me porter candidat au poste de président de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) pour défendre les droits et intérêts des étudiants du Québec en 2008-2009.

Dynamise et créativité

Par Jean Grégoire
Coordonnateur à la vie de campus
FAÉCUM

Mon parcours dans le mouvement étudiant a débuté d'une manière plutôt singulière. J'ai toujours été une personne relativement impliquée qui faisait un bon nombre d'heures de bénévolat par semaine. Je travaillais essentiellement avec les jeunes et les adolescents. C'est un milieu qui m'a toujours inspiré pour son dynamisme et la créativité qu'on y retrouve. En entrant au Collège de Maisonneuve, je me suis temporairement éloigné du bénévolat pour m'impliquer dans le club d'improvisation, situé en plein cœur du village des organismes. Comme toujours dans les petits milieux, des liens se créent, les gens se mêlent; de fil en aiguille, l'improvisation donne un coup de pouce à la radio, la radio fait la promotion des manifestations et voilà, tout ce beau monde se retrouve dans la rue à scander les slogans bien connus.

Petit à petit, je me suis impliqué davantage dans le mouvement étudiant pour sensiblement les mêmes raisons que lorsque je travaillais avec les jeunes : dynamisme et créativité. Évidemment, la crise des 103 millions donnait alors un aspect assez grandiose au mouvement. Toute l'attention du Québec était tournée vers la jeunesse, ce qui était très stimulant!

C'est ainsi que je suis arrivé à l'Université de Montréal, motivé, prêt à étudier, mais également à m'amuser et à contribuer au développement de mon milieu. Or, j'ai frappé un mur lorsque j'ai découvert mon association étudiante dans un état pitoyable. Une poignée d'anciens étudiants utilisait la quasi-totalité de l'argent de l'association pour organiser une soirée de fin d'année. Quelques nouveaux et moi-même avons donc pris en main l'organisation de quelques activités, puis l'initiation de l'année suivante et, lentement mais sûrement, nous avons bâti une toute nouvelle association. Motivé par notre réussite et soucieux de m'impliquer davantage, j'ai décidé de poser ma candidature au poste de coordonnateur à la vie étudiante de la FAÉCUM.

Une fois élu, j'ai constaté qu'il s'agit d'une autre histoire! La Fédération exige de ses officiers un travail incroyable, de la rigueur et un professionnalisme exemplaire. Y travailler pendant un an m'a permis de vivre certains des plus beaux moments de ma vie. C'est donc avec une pointe d'amertume que je quitterai la Fédération à la fin d'avril.

Mais je ne compte pas cesser de m'impliquer, puisque j'estime pouvoir encore aider la cause étudiante. C'est pourquoi je poserai ma candidature cette année au poste de coordonnateur aux affaires internes de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ). Désireux de poursuivre mon implication, je suis toutefois à la recherche de nouveaux défis. Ainsi, agir à titre de coordonnateur aux affaires internes de la FEUQ me permettrait d'exploiter mes habiletés relationnelles et communicationnelles afin de contribuer à faire vivre le mouvement étudiant par tout le Québec. Et voilà, je m'embarque pour une autre année dans le mouvement!

La Semaine du français du 17 au 20 mars

La langue, les mots, la culture, pour tous !

Testez-vous avec la fameuse dictée Beauchemin
Lundi 17 mars, de 11 h 45 à 13 h à l' amphithéâtre B-2245 du Pavillon 3200, rue Jean-Brillant,
Prix de participation et prix de présence

Sortie au Théâtre du Nouveau-Monde
Jeudi 20 mars, à 20 h
Venez assister à ***La petite pièce en haut de l'escalier,*** un thriller inspiré du mythe de Barbe-Bleue.

Prix spécial sur présentation de votre carte étudiante!
Billets en vente aux comptoirs multiservices de la FAÉCUM.

Assistez à un match de la Ligue nationale d'improvisation (LNI)
Lundi 17 mars, à compter de 19 h, au Medley
Prix spécial sur présentation de votre carte étudiante !
Billets en vente aux comptoirs multiservices de la FAÉCUM.

Venez faire la fête à la cabane à sucre!
Mercredi 19 mars, de 16 h à 20 h, sur la Place Laurentienne
Un programme digne des soirées d'antan :
musique traditionnelle, repas de cabane à sucre et tire sur neige!

FAÉCUM
www.faecum.qc.ca

Le contenu des pages de la FAÉCUM est indépendant de la ligne éditoriale de *Quartier Libre*

_QLvol15no12.qxd 2/27/08 1:14 PM Page 3

À LA UNE

Le dernier rapport d'Amnistie Internationale dresse un constat alarmant sur la situation des libertés individuelles en Russie. Les violences à l'encontre des minorités visibles et des homosexuels ne faiblissent pas. À quelques jours des élections présidentielles, Quartier Libre analyse la présence extrémiste au pays des tsars et se questionne sur l'action (ou l'inaction) du Kremlin face à cette situation. Dmitri Medvedev saura-t-il y remédier ? À lire en page 19.

Illustration de la une : Clément de Gaulejac

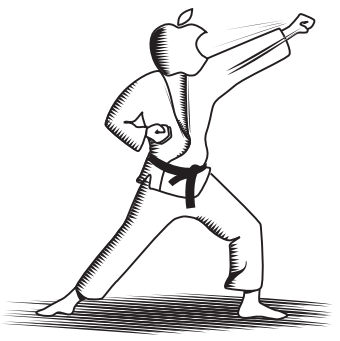
SOMMAIRE

CAMPUS

L'agora du QL ..... p. 4
D'un campus à l'autre ..... p. 4
Du mouvement, étudiants! ..... p. 5
Pamphlétaire ..... p. 5
Transparence dans les instances ..... p. 7
Dans la mêlée ..... p. 7
Cash ..... p. 8
Guerre universitaire ..... p. 9
Volley ..... p. 10
Tête chercheuse : Jacques Y. Perreault .... p. 11

SOCIÉTÉ

Entraînement physique pour jeux vidéo ... p. 13
Enquête sur Nouvelle Acropole ..... p. 14
Lutte contre les sectes en Occident ..... p. 15
Langues autochtones en péril ..... p. 16
Livre : Propaganda ..... p. 16
Diplo-Mac-ie ..... p. 17



Les Sceptiques du Québec ..... p. 17

MONDE

Vivre sa jeunesse à Tchernobyl ..... p. 18
Pouvoir et extrêmisme en Russie ..... p. 19

CULTURE

Documentaire :
Adagio pour un gars de bicycle ..... p. 20

Rencontre avec Les Éditions de ta mère ... p. 21
Internet :
Concerts à emporter ..... p. 21
Lecture : *Vu d'ici* ..... p. 21
Fermeture de L'Utopik :
Ouverture de L'Escalier ..... p. 22
Cinémathèque québécoise :
Une rétrospective de
l'animation japonaise ..... p. 23
Musique : Monsieur Mono,
Plants and Animals, Hot Chip ..... p. 24
Les imprudanses :
Match d'improvisation dansés ..... p. 25
Chronique BD :
La véritable histoire de Futuropolis ..... p. 26
Chronique Théâtre :
La femme d'avant ..... p. 26
Muriel ..... p. 26
La page BD du Q. L. ..... p. 27

Quartier Libre

RÉDACTRICE EN CHEF
Rachelle Mc DUFF - info@quartierlibre.ca

CHEFS DE PUPITRE
Campus : Clément Sabourin
campus@quartierlibre.ca
Société / Monde : Thomas Gerbet
societemonde@quartierlibre.ca
Culture : Julie Delporte
culture@quartierlibre.ca

DIRECTION ARTISTIQUE
Clément de Gaulejac - calculmental@vif.com

ILLUSTRATEUR
Clément de Gaulejac - calculmental.org

BÉDÉISTES
Marie Dauverné, Pascal Girard, David Turgeon, Martin Vidberg

PHOTOGRAPHES
Thomas Gerbet, Julien Houde, Clément Sabourin

JOURNALISTES
Julie Brunet, Alexandre Cayla, Cécile Delporte, Jean-Philippe Doan Vu, Normand Forgues-Roy, Vanessa Gauvin-Brodeur, Marie-Michèle Giguère, Charlotte Horny, Laurent Juvanon, Marc-André Labonté, Olivier Laniel, Nicholas Lavallée, Benjamin Léon, Valérie Manteau, Laure Martin, Sarrah Osama, Hugo Prévost, Patricia Roy, Valérie Simard, Philippine de Tinguy, Stéphane Waffo

CORRECTEURS
Mélanie Côté, Anne-Sophie Dussouy, Pascal Lamblin, Vincent Riendeau

INFOGRAPHIE
Alexandre Vanasse • info@zirval.com

PUBLICITÉ
7/24 Marketing inc (514-392-2905)
www.724marketing.ca
Accès-Média (514-524-1182)
www.accesmedia.com

DIRECTEUR GÉNÉRAL
Mounir El Malki
directeur@quartierlibre.ca

ADJOINTE ADMINISTRATIVE
Van Thanh Ho Tong

IMPRESSION & DISTRIBUTION
Payette & Simms

POUR NOUS JOINDRE
Tél. : (514) 343-7630 • Téléc. : (514) 343-7744
Courriel : info@quartierlibre.ca
Site Web : www.quartierlibre.ca

Quartier Libre est le journal des étudiants de l'Université de Montréal publié par *Les Publications du Quartier Libre*, une corporation sans but lucratif créée par des étudiants en 1993. Bimensuel, *Quartier Libre* est distribué gratuitement sur tout le campus de l'Université de Montréal et dans ses environs. Son tirage est de 7 000 copies.

Nos bureaux sont situés au :
3200, rue Jean-Brillant (Local B-1274-6)
C.P. 6128, succ. Centre-Ville,
Montréal (Québec) H3T 1N8

Quartier Libre est membre de l'Agence de presse étudiante mondiale (APEM - www.apetudiante.info) et de la Presse universitaire canadienne (PUC/CUP)

Dépôt légal :
Bibliothèque nationale du Québec
Bibliothèque nationale du Canada
ISSN 1198-9416
Tout texte publié dans *Quartier Libre* peut être reproduit avec mention obligatoire de la source.

PROCHAINE PARUTION
12 mars 2008
PROCHAINE TOMBÉE
5 mars 2008

ÉDITO

Bons et mauvais coups dans le monde universitaire

ET LES LAURÉATS SONT...

Annonce d'une loi encadrant les frais afférents, dégel de subventions, quiproquos dans le mouvement étudiant **(voir l'article « Tous ensemble? » en page 7)**, tensions entre professeurs et rectorat, campagne de tractage, grève étudiante, mobilisation : depuis quelque temps, ça bouge dans le milieu universitaire. *Quartier Libre* s'est prêté à l'exercice de souligner les bons et les moins bons coups des dernières semaines. Clin d'œil à la cérémonie des oscars et aux prix razzies.

Quartier d'or de la meilleure campagne de tractage
Distinction pour le meilleur bon coup toute catégorie

La grande gagnante : la FAÉCUM. Lors de la journée portes ouvertes de l'Université de Montréal qui avait lieu le 6 février, des membres de votre Fédération ont distribué des dépliants aux futurs étudiants potentiels **(voir l'article « L'UdeM met la FAÉCUM en demeure », page 5)**. Ces brochures, qui prenaient la forme d'un petit livret au contenu informatif, ressemblaient tellement à un outil de promotion émis par l'Université elle-même, que les éventuels étudiants, voire toute personne qui a mis la main dessus, pouvaient s'y méprendre. On pouvait y lire, entre autres, que *« l'avenir commence ailleurs »* (clin d'œil au slogan de l'UdeM « L'avenir a besoin de vous ») et plusieurs données chiffrées sur la dette de l'Université ou les frais afférents que les étudiants devront payer pour y étudier. Chapeau à l'équipe conceptuelle !

Quartier d'or de l'effort gouvernemental

La lauréate : Mme Michelle Courchesne. Le 15 février dernier, la ministre de l'Éducation, de Loisir et du Sport proposait son règlement encadrant les frais institutionnels obligatoires (afférents) imposés par les universités aux étudiants québécois. *« Un pas dans la bonne direction »*, a affirmé le président de la FEUQ, Jean-Patrick Brady, à la conférence de presse faisant suite à l'annonce du 15 janvier de la ministre Courchesne. En effet, c'est un début. Cette politique gouvernementale stipule qu' *« à partir de la prochaine année universitaire et pour une durée de trois ans, les frais institutionnels obligatoires seront encadrés par les règles budgétaires des universités [et que] des ententes devront être conclues entre les associations étudiantes et les administrations des établissements universitaires. »* Heureusement, cette loi ne laisse pas de marge de manœuvre aux universités, car elle fixe une limite claire à leur pouvoir d'augmenter les frais des étudiants impunément. Malheureusement, les frais de scolarité eux ne sont pas encadrés et continueront d'augmenter. Il faut que la FAÉCUM, la FEUQ - tout le mouvement étudiant en fait - s'unissent pour faire pression sur le gouvernement pour qu'il instaure un système de prêts et bourses égalitaire et fonctionnel qui donne la chance à tous de faire des études post-secondaires. De plus, il faudra attendre la prochaine rentrée si l'on veut analyser plus en profondeur les forces et les failles de cette nouvelle initiative.

Mentionnons aussi que le ministère a finalement remis à l'UdeM la subvention conditionnelle 2006-2007 de 46 millions de dollars qui était retenue depuis juin. À cause des problèmes financiers de l'Université, le gouvernement retenait cette partie de la subvention jusqu'à ce qu'elle présente un plan de redressement. Bémol cependant : selon un article du *Devoir* publié le 29 janvier dernier, le montant des intérêts de l'UdeM pour les emprunts faits en attendant le dégel du gouvernement s'élevait à environ 10 000$ par jour. Selon les propos émis lors de l'assemblée universitaire (AU) de février, les intérêts étaient payés par le gouvernement jusqu'en 2005, ce qui n'est plus le cas aujourd'hui. Vouloir encadrer les universités est nécessaire, mais il ne faudrait pas les étouffer.

Quartier d'or pour la solidarité étudiante chez un membre du corps professoral

Et le Quartier d'or revient à Laurence McFalls. Le professeur au Département de science politique est reconnu par les étudiants pour souvent adhérer à leurs idées et militer en leur faveur. Lors de l'AU de janvier, où l'accès aux étudiants (et à certains médias d'ailleurs) a d'abord été refusé, il a été le premier à défendre leur droit de pouvoir assister à cette assemblée publique.

Mentions d'honneur pour la solidarité étudiante chez un membre du corps professoral

Les professeurs Milton Campos et Samir Saul sont aussi beaucoup appréciés des étudiants pour, entre autres, leurs montées de lait face au rectorat de l'UdeM. Respectivement professeurs aux Départements de communication et d'histoire, ils sont généreux en commentaires lors des assemblées universitaires et ont également pris part à la discussion sur l'ouverture au public de l'AU du 21 janvier.

Quartier de plomb du projet le plus long à réaliser

Le lauréat : le Centre hospitalier de l'Université de Montréal (CHUM). Et non, le gagnant n'est pas le projet du site de la garde de triage d'Outremont qui tarde lui aussi à être accompli, mais bien le CHUM dont la réalisation du projet s'éternise depuis… 12 ans! Un reportage à l'émission *Enquête* de Radio-Canada rapportait, la semaine dernière, le marasme politique entourant l'exécution de l'hôpital. La « politicaillerie » des derniers gouvernements - changements successifs de lieu, subjectivité des décisions prises, hésitations et longueur des débats - ont vraisemblablement retardé l'accomplissement du dossier, expose-t-on dans le reportage. Et parait-il, nous sommes loin d'avoir fini d'en entendre parler : la facture devrait être très salée. Le lieu a finalement été choisi (après trois tentatives dont le site d'Outremont) : le site de l'hôpital Saint-Luc au centre-ville. Espérons qu'il ne soit pas contaminé…

Quartier de plomb de tentative de mobilisation

Ex æquo : l'AFESH-UQAM et l'ASSÉ. Ce quartier de plomb pourrait être trempé dans une mince couche d'or pour l'effort déployé par ces deux entités importantes du mouvement étudiant à mobiliser les étudiants à manifester ou à faire la grève. Depuis janvier, l'Association facultaire étudiante des sciences humaines de l'UQAM (AFESH-UQAM) est en grève générale illimitée (grève reconduite en février). Cependant, elle n'a pas réussi à mobiliser un grand nombre d'étudiants lors de certaines « actions de perturbation » comme celle du 22 février, où seulement quelques dizaines d'étudiants ont occupé le bureau d'une firme immobilière pour *« mettre en relief les conséquences actuelles et anticipées de la crise financière de l'UQAM »*, lit-on dans le communiqué envoyé aux médias. Malheureusement, elle n'est pas parvenue à faire beaucoup parler d'elle et de ses actions dans médias. Encore une fois, si les étudiants mettaient un peu plus de foi dans leurs convictions et s'unissaient en plus grand nombre, on pourrait peut-être arriver à faire tendre l'oreille à Mme Courchesne.

Quant à l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSÉ), la sollicitation qu'elle a faite dans les différentes universités et collèges québécois a contribué à mobiliser 1000 personnes le 21 février dernier à Québec. Lors de récentes manifestations, ils ont déjà réussi à rassembler près de 2000 étudiants. La redondance de leurs revendications – gratuité scolaire à tous les niveaux – est sûrement en cause. Il faut définitivement prioriser l'instauration d'un système de prêts et bourses adéquat. En poussant en ce sens, on risque de sensibiliser un plus grand nombre de personnes tant au sein des universités que dans la population et au gouvernement.

_QLvol15no12.qxd 2/27/08 1:14 PM Page 4

CAMPUS

Agenda

Nouveau : L'agora du Quartier

Une page qui vous est réservée à chaque édition

ECRIVEZ À : agoraql@gmail.com

• CONFÉRENCE : La politique américaine au Moyen-Orient : vers un échec total ?

Conférence de Fadi Hammoud, journaliste et spécialiste du Moyen-Orient. Organisée par le Département de science politique et le Groupe d'étude et de recherche sur la sécurité internationale (GERSI).

Quand ?
Jeudi 28 février 2008
Où ?
Pavillon Lionel-Groulx,
salle C-4145, de 11 h 30 à 13 h 00
Info : 514 343-6111 poste 0931
ou www.gersi.umontreal.ca

• CINÉ-CAMPUS : Expiation

Version française de *Atonement*. Grande-Bretagne–États-Unis, 2007. 123 min. Drame sentimental de Joe Wright *(Pride and prejudice)*. Avec James McAvoy, Keira Knightley et Romola Garai. En 1935, Briony, une adolescente anglaise accuse à tort l'amoureux de sa sœur Cecilia d'avoir violé une cousine. Son mensonge, auquel elle croit fermement, envoie Robbie en prison, puis au front, lorsque, quatre ans plus tard, la Deuxième Guerre mondiale éclate. Solidaire de celui qu'elle a choisi d'attendre, Cecilia rompt avec sa famille. Rongée par le doute, Briony, devenue infirmière de guerre à Londres, tente de renouer le contact.

Quand ?
Mardi 4 mars à 17 h,
19 h 15 et 21 h 30
Mercredi 5 mars à 17 h,
19 h 15 et 21 h 30
Où ?
Centre d'essai,
6e étage du pavillon J.-A.-DeSève
Combien ?
Étudiants : 3,99 $ /
Grand public : 4,99 $
Info : 514 343-6524 ou
www.sac.umontreal.ca/calendrier/

• CAMPUS : Pièce de théâtre *Ze boudha show*

Une pièce d'Étienne Tanah. Mise en scène de Patrick Palmer.
Ephrème Damarique se suicide. Il est accueilli du côté de la mort par une escouade hystérique, car il est le cent milliardième mort de l'humanité et se doit d'être fêté en grand. On l'invite donc à un talk-show animé par Bouddha en personne. Le spectacle est jalonné d'épreuves et l'enjeu est de taille : s'il est vainqueur, Ephrème gagnera son Nirvana en direct… mais s'il venait à perdre, il serait immédiatement réincarné et replongé dans l'absurdité d'une vie terrestre. Cette pièce baroque est une réflexion sur la condition humaine.

Quand ?
Vendredi 7 mars à 20 h
Samedi 8 mars à 20 h
Dimanche 9 mars à 14 h et 20 h
Où ? Centre d'essai,
6e étage du pavillon J.-A.-DeSève
Combien ? Prévente : 5 $
(étudiants UdeM et 16 ans et moins)
10 $ (grand public) **Guichet** : 7 $
(étudiants UdeM et 16 ans et moins)
12 $ (grand public)
Info : 514 343-6111 poste 4691 ou
www.sac.umontreal.ca/calendrier

• EXPOSITIONS Génocide de Stella Pace

À l'aide de formes anthropomorphiques faites de ciments, de pailles, rappelant la force et la fragilité humaine, l'artiste tente de susciter chez le spectateur un questionnement sur son existence, son passé et sa mémoire.

Quand ?
Jusqu'au 9 mars

Camera orchestra Œuvres de Sébastien Pesot

Présentation d'une installation sonore, visuelle et médiatique où l'approche vidéographique est celle d'un plasticien explorant les possibilités offertes par la déconstruction et la reconstruction de l'image.

Quand ?
Jusqu'au 16 mars
Où ?
Maison de la culture de Côte-des-Neiges (5290, chemin de la Côte-des-Neiges, coin Jean-Brillant)
Info : 514 872-6889

Revue de presse universitaire

LA DÉMOCRATIE DES BISCUITS

***Quartier Libre* a épluché les différents journaux étudiants des universités du Québec et du reste du Canada. Cette semaine, la politique étudiante en occupe l'avant-scène.**

Hugo PRÉVOST

Le moral est au plus bas chez la population étudiante de McGill, suite à l'échec de l'assemblée générale de l'Association étudiante –l'AÉUM, plus connue sous l'acronyme anglais SSMU –, faute d'avoir pu atteindre le quorum. En dépit des 4 000 $ dépensés afin d'attirer les étudiants, seulement 120 d'entre eux se sont présentés à l'événement. Ils auraient dû être au minimum 374 pour que le quorum des 2 % des membres de l'AÉUM soit respecté.

Bien que les étudiants puissent désormais ratifier en ligne les motions à l'ordre du jour, la mobilisation étudiante semble, tout comme à l'UdeM, avoir beaucoup de plomb dans l'aile. Les journalistes du *McGill Daily* et du *Délit* s'en sont donnés à cœur joie. Max Halparin signale que *« pour attirer les étudiants à l'AG avec de la nourriture, l'AÉUM a acheté des croustilles et des biscuits. Plusieurs étudiants ont fait la blague qu'il y avait plus de biscuits que de gens dans la salle. »*

Laurence Martin, la rédactrice en chef du *Délit*, s'indigne du fait qu'une étudiante ait pu se faire chanter « Bonne fête » en faisant voter une motion en ce sens : *« Comme quoi l'imbécillité fait encore partie intégrante de l'Université McGill, ce lieu de la haute culture où les notions de "sphère sociale" et "sphère politique" ont perdu leurs distinctions respectives alors qu'elles constituent toutes leurs richesses. »*

PROFESSEURS À L'UQAM : UNE ESPÈCE MENACÉE ?

Dur temps pour la négociation, alors que le syndicat des professeurs de l'UQAM (SPUQ) entame présentement le renouvellement de sa convention collective. L'UQAM traversant une période financière difficile, les membres du syndicat craignent de faire les frais du plan de redressement. Les deux parties pourraient même arriver à un bras de fer, puisque 40 % du corps professoral devra être renouvelé d'ici cinq ans. Le rectorat et le syndicat se retrouvent donc coincés dans une situation qui peut sembler inextricable : soit l'administration et les syndiqués acceptent de signer une convention collective respectant le plan de redressement (offrant des bonnes conditions aux professeurs), soit les professeurs partiront pour des universités aux conditions salariales meilleures. En effet, les professeurs titulaires de l'UQAM gagnent en moyenne 10 000 $ de moins que ceux de l'UdeM ou de l'Université de Sherbrooke. Comme l'affirme le journaliste de *Montréal Campus*, Stéphane Rolland : *« l'UQAM sera appelée à tirer son épingle du jeu pour attirer les professeurs entre ses murs »*.

CONCORDIA FAIT LE MÉNAGE

Enfin, l'un des derniers leviers politiques des étudiants de Concordia, celui de pouvoir déclencher un référendum avec une pétition de 500 signatures, a été définitivement supprimé de l'un des documents fondateurs de l'association des étudiants de l'autre université anglophone de Montréal, le 13 février dernier. Bien que ce privilège ait disparu en 2002 à cause d'une erreur typographique, cette omission n'a été constatée qu'en 2004, trop tard pour revenir en arrière. *« Qui contrôle le présent contrôle le passé »*, constatent les journalistes du *Link* Giuseppe Valiante et Rita Cant. Difficile de trouver une expression plus juste.

Université d'Ottawa

Découvrez les nouveaux horizons de la recherche

Vous êtes brillant. Vous êtes ambitieux. Vous êtes prêt à relever de nouveaux défis.

Par son approche systématique et multidisciplinaire, le ***programme de maîtrise ès sciences en systèmes de santé*** forme des étudiants capables d'acquérir les connaissances, la formation et l'expérience qui leur permettront de confronter le système de santé moderne.

Le ***programme de maîtrise ès sciences en gestion*** permet aux étudiants d'acquérir les compétences pour s'engager dans de rigoureuses recherches théoriques, appliquées et stratégiques en entrepreneuriat ou en gestion de l'innovation.

Pour en savoir plus, consultez maintenant le **www.telfer.uOttawa.ca/msc** ou composez le **613-562-5884** pour réserver votre place à la prochaine séance d'information.

Le 5 mars 2008
17 h 30, pavillon Desmarais, 55, avenue Laurier est à Ottawa, salle 4170.

_QLvol15no12.qxd 2/27/08 1:14 PM Page 5

OPINION :

Du mouvement, étudiants !

L'ŒUF OU LA POULE

Alexandre CAYLA

Est-ce l'œuf ou la poule qui exista en premier ? En fait, la réponse importe peu, car au-delà des angoisses existentielles que soulève cette question, il s'agit surtout d'une métaphore pour illustrer la difficulté à déterminer la cause et la conséquence d'une situation donnée. D'ailleurs, ce questionnement s'applique à la participation étudiante à l'Université de Montréal. Les étudiants de l'UdeM disposent d'une des plus fortes associations au Québec. Or, leur participation est lamentable. Lors du dernier grand exercice démocratique organisé par la FAÉCUM, soit le référendum de novembre dernier, seulement 20 % des étudiants se sont déplacés pour voter. Paradoxal, non ? Alors qu'ils disposent d'une des meilleures machines pour promouvoir leurs intérêts, ils décident de ne pas l'utiliser.

Une démocratie anémique est l'un des pires maux qui puisse accabler une fédération étudiante, car cela mine la légitimité de ses actions futures. Qui la croira quand elle dira parler au nom de ses étudiants ? Ou quand elle dira qu'une majorité d'étudiants s'oppose au dégel ? Un calcul rapide démontre que 66 % des votes contre le dégel lorsqu'il n'y a que 20 % de participation équivaut en réalité à 12 % du total des étudiants. Dans une telle situation, même si l'on admet que « qui ne dit mot consent », aucune association étudiante ne pourrait dire sans gêne que ses étudiants l'appuient.

QUE FAIRE ?

Le mouvement étudiant est fragilisé par cette situation. Mais doit-on blâmer les étudiants pour leur indifférence ou plutôt leurs représentants pour ne pas solliciter suffisamment leur participation ? Pour David Lacoste, délégué aux communications de l'AÉSPÉIUM, *« la FAÉCUM* [les] *prend pour des cons. La dernière fois qu'ils sont venus nous voir c'était pour qu'on applaudisse un discours, pas pour avoir notre opinion »*. Le problème serait donc ailleurs : dans l'absence d'échange entre représentants et représentés.

Théoriquement, comme la FAÉCUM est une fédération, les décisions sont prises par les représentants. Or, il est très difficile de tenir une assemblée générale pour chaque thème abordé. Les décisions prises par les délégués reflètent plutôt leurs opinions que celles de leurs membres. Les étudiants ne connaissent les résultats qu'*a posteriori* lorsqu'ils reçoivent les directives à mettre en œuvre.

Des élections ouvertes donneraient aux étudiants un contrôle qu'ils n'ont pas actuellement, en se prononçant sur des programmes électoraux, ils auraient la possibilité d'avoir leur mot à dire. Or, à l'heure actuelle, ils n'ont même pas cette possibilité et l'on s'étonne de leur faible participation ? Alors, qui de l'œuf ou de la poule est arrivé le premier ?

Un dépliant qui déplaît

L'UdeM MET EN DEMEURE LA FAÉCUM

La FAÉCUM a récemment reçu une mise en demeure de l'Université de Montréal après avoir distribué un dépliant qui la ridiculise, a appris de source sûre *Quartier Libre*. L'utilisation non autorisée de la marque « Université de Montréal » est au cœur du litige.

Olivier LANIEL

Le dépliant en couleur d'une dizaine de pages intitulé « l'avenir commence ailleurs » portait le logo de l'Université et abordait différents sujets tels que la qualité de l'enseignement, le soutien aux études ou encore la désuétude des infrastructures. Le mot d'introduction se voulait pour le moins lapidaire : *« Ce guide vous offre une visite de l'Université francophone où les étudiants déboursent le plus pour leurs études dans tout le Québec »*. Une série de chiffres allant des dettes accumulées par l'institution (120 millions $) au montant des nouveaux frais pour les étudiants en 2008 (9,5 millions $) accompagnait le mot d'introduction. Une invitation au dos du pamphlet incitait même le lecteur à choisir un autre établissement scolaire : *« Pour de meilleures perspectives d'avenir, voici les coordonnées d'autres universités québécoises et canadiennes »*. Quel était le but d'un tel document ? Selon Vincent Ranger, coordonnateur aux affaires universitaires de la FAÉCUM, c'était *« d'informer les étudiants du cégep sur des faits »*.

L'affaire a commencé le 6 février lors de la journée portes ouvertes à laquelle étaient conviés des étudiants du collégial. Des militants de la fédération étudiante ont alors distribué des pamphlets aux futurs universitaires à l'entrée du pavillon Roger-Gaudry. Le geste n'est pas passé inaperçu si on se fie à la réaction des gardiens de sécurité présents ce soir-là. Ceux-ci ont en effet demandé aux militants d'aller distribuer leur dépliant à l'extérieur du bâtiment. **(Voir *Quartier Libre* du 13 février)**

Ce n'est que deux jours plus tard que la FAÉCUM a reçu une mise en demeure de l'Université par le biais du cabinet d'avocats McCarthy-Tétrault. Un avertissement en soi à ne pas recommencer à distribuer de tels pamphlets. Une réaction qui a quelque peu fâché M. Ranger, qui estime que l'Université aurait pu *« régler l'affaire à l'amiable »*. La FAÉCUM admet pleinement avoir distribué le fameux dépliant.

Quant à l'Université de Montréal, sa porte-parole Sophie Langlois a d'abord affirmé à *Quartier Libre,* le 11 février, que la direction évaluait les recours juridiques envers la FAÉCUM. Pourtant, la mise en demeure avait déjà été envoyée trois jours auparavant, le 8 février, au bureau de l'association étudiante. Mme Langlois s'est par la suite abstenue de tout commentaire sur cette affaire affirmant que le document juridique *« n'est pas public »*.

Selon Pierre Trudel, professeur en droit à l'UdeM, une mise en demeure est avant tout un document dans lequel on demande à une personne de respecter une obligation. Notons que le non-respect des obligations d'une mise en demeure peut mener à une poursuite.

Du côté des associations étudiantes contactées par *Quartier Libre*, peu semblaient au courant du litige. Un représentant de l'association étudiante d'histoire, Simon Léveillé, a dénoncé la fédération étudiante : *« On apprend souvent des choses qu'ils* [les officiers du bureau exécutif de la FAÉCUM] *font plusieurs mois après. »* D'autre part, l'un des coordonnateurs de l'association étudiante de science politique, Jean-Michel Champagne, trouve, à titre personnel, que l'université a tout simplement *« bad trippé »* dans cette affaire.

PHOTO : CLÉMENT SABOURIN

Pour Vincent Ranger (à droite sur la photo) ce dépliant visait à « informer les étudiants du cégep sur des faits ».

_QLvol15no12.qxd 2/27/08 1:14 PM Page 6

Sous-financement des universités : les droits étudiants négligés?

Par David Paradis
Coordonnateur à la recherche universitaire
FAÉCUM

C'est connu, les universités québécoises sont sous-financées : le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MELS) reconnaît qu'il manque plus de 400 millions de dollars par année dans les universités du Québec. Les conséquences néfastes d'un tel manque de ressources sur la qualité de l'enseignement, l'état des bâtiments, la valeur de la recherche et la compétitivité des universités sur le plan international ont été abondamment, et à juste titre, décriées sur de nombreuses tribunes. Cependant, au-delà des problèmes les plus médiatisés, ce sont les étudiants qui doivent vivre avec la réalité, souvent occultée.

Ainsi, les universités, faute d'un financement adéquat, peinent à suivre leurs vocations fondamentales de recherche et d'enseignement. En conséquence, il y a de quoi s'inquiéter concernant leur capacité à faire respecter tout ce qui dépasse leurs strictes vocations! Dans un tel contexte, peut-on présumer, en tant qu'étudiants, que les universités disposent de ressources suffisantes pour faire pleinement valoir nos droits en matière de santé et sécurité au travail (SST) ou en termes de propriété intellectuelle (PI)? La réponse est non. À l'Université de Montréal, en vertu de la *Politique sur la propriété intellectuelle*, c'est l'établissement qui défend la PI de ses membres dans le cadre d'associations de recherche avec des tiers (par exemple, des entreprises privées). Or, en questionnant les étudiants-chercheurs sur leur connaissance de leurs propres droits, il faut très peu de temps pour constater le manque flagrant de sensibilisation et d'information. Par ailleurs, comme c'est l'Université de Montréal qui défend les droits de ses membres et constituants en matière de propriété intellectuelle, c'est également à elle que revient la responsabilité d'informer tout ce beau monde de la politique et de son contenu, donc de leurs droits, ce qu'elle ne fait pas correctement. Il est alors plutôt douteux de croire que vous, étudiants, demanderez à l'UdeM de défendre des droits que vous ignorez avoir, car l'Université ne vous en a pas informé!

Quant à la SST, la situation est semblable. Bien que l'Université de Montréal ne se soit pas encore dotée d'une politique formelle en matière de santé et sécurité aux études, elle est tenue de prendre tous les moyens nécessaires pour minimiser les risques de blessures sur sa propriété. C'est une simple question de responsabilité civile. Toutefois, le meilleur moyen d'éviter les blessures reste la prévention : renseigner les gens de leurs responsabilités et leurs droits. Néanmoins, hormis quelques mises en garde rudimentaires bien en vue dans les départements les plus à risques (dont celui de chimie), les étudiants ne sont mal informés des droits inhérents à leur statut et à leurs conditions d'études ou de travail.

L'Université de Montréal n'est évidemment pas l'Irak, et les étudiants ne sont pas, à tout moment, sur le point de se blesser, mais il est tout de même préférable de pécher par prudence plutôt que par négligence. Ainsi, puisque l'UdeM n'assume pas ses responsabilités, c'est à nous, étudiants, de nous défendre par nous-mêmes et de rappeler l'administration à l'ordre. Pour que vous disposiez d'outils efficaces et conçus pour répondre à vos besoins, la FAÉCUM a produit deux guides d'information sur ces sujets chauds. Votre Fédération effectue d'ailleurs toutes les pressions nécessaires afin que l'UdeM inclue ces documents de vulgarisation à même les trousses de renseignements fournies aux étudiants en début d'études supérieures.

Vos droits, vos recours! Protégez votre propriété intellectuelle et assurez-vous d'étudier dans un environnement sécuritaire. Deux guides d'information pour les étudiants des cycles supérieurs qui veulent en savoir plus sur leurs droits.

Procurez-vous votre copie des guides aux comptoirs multiservices, aux bureaux de la FAÉCUM ou en ligne au www.faecum.qc.ca. Pour des questions précises, contactez David Paradis par courriel à recherche@faecum.qc.ca ou par téléphone au 514 343-5947, il se fera un devoir – et un plaisir! – de vous répondre.

Encore et toujours des zones grises

Par Julie Bouchard
Secrétaire générale
FAÉCUM

Comme nous vous l'annoncions dans le *Lapin furieux* du mercredi 20 février, le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MELS) a dévoilé son règlement qui encadrera les frais institutionnels obligatoires imposés par les universités québécoises aux étudiants. La modification aux règles budgétaires porte sur les années scolaires 2008-2009, 2009-2010 et 2010-2011. Cette décision budgétaire de la ministre Michelle Courchesne a été, somme toute, favorablement accueillie par les représentants étudiants de la province, mais plusieurs zones grises subsistent. Ces imprécisions engendrent une certaine incompréhension quant à l'application dudit règlement et quant à l'avenir du financement des universités.

Tableau 1 : Augmentations des frais afférents permises selon le règlement du MELS

Niveau actuel des frais institutionnels obligatoires (ou frais afférents) facturés aux étudiants par année	Hausse maximale permise par année ($)
Établissements dont les frais sont inférieurs à 555 $	50
Établissements dont les frais vont de 555 $ à 699 $	25
Établissements dont les frais sont supérieurs à 699 $	15

En fait, le tableau 1 présente le montant maximal qu'une université pourra réclamer par année si elle ne s'est pas entendue avec ses étudiants.
Les universités sont donc contraintes au dialogue avec les étudiants pour augmenter les frais afférents déjà existants ou pour en imposer de nouveaux. Cependant, le règlement est étrangement construit, en ce sens que l'entente avec les étudiants n'empêche pas l'administration d'augmenter unilatéralement les frais afférents de la limite annuelle permise – en plus de la hausse mutuellement acceptée. Voilà donc le premier bémol à poser et la première question à soulever : à quoi bon s'entendre? Et on se souvient que l'Université de Montréal a un bel historique de décisions unilatérales à incidence financière pour les étudiants; le pire est à craindre.

Pour rassurer les étudiants, le MELS a promis de surveiller l'application du règlement en exigeant des universités qu'elles justifient la hausse des frais afférents, chaque année, que ces hausses aient fait l'objet d'une entente avec les étudiants ou non. De plus, les universités qui contreviendront aux dispositions du règlement, donc qui ne respecteront pas les limites des hausses prévues ou qui ne produiront pas les justifications demandées, se verront imposer des pénalités. Ces pénalités seront en réalité des retenues effectuées par le MELS sur la subvention de l'université, à la manière des retenues effectuées lorsqu'une université présente un budget déficitaire sans plan de relance. Ces sommes seront rendues à l'université en question jusqu'à ce que cette dernière s'entende avec ses étudiants, mais à défaut de quoi?

Aussi, la Conférence des recteurs et principaux des universités du Québec (CREPUQ) s'oppose audit règlement de la ministre, car les recteurs devront réfléchir très fort pour trouver de nouveaux moyens de combler leur déficit de fonctionnement. Par ailleurs, le règlement de la ministre sera en vigueur jusqu'au terme de la période annoncée de dégel. Pour assurer à nos établissements universitaires un financement adéquat sans nuire à l'accessibilité, les prochaines années seront charnières. Les étudiants et leurs représentants devront faire preuve de vigilance, à l'Université de Montréal et par tout le Québec, car les zones grises qui existent aujourd'hui se transformeront en d'autres teintes qui coloreront les relations politiques et les jeux de pouvoir de demain.

Soyez informé!
C'est la seule manière de défendre vos droits et de faire valoir vos opinions efficacement.

Pour toute question, écrivez-nous à redaction@faecum.qc.ca ou téléphonez-nous à 514 343-5947.

Le contenu des pages de la FAÉCUM est indépendant de la ligne éditoriale de *Quartier Libre*

_QLvol15no12.qxd 2/27/08 1:14 PM Page 7

Fonctionnement de la FAÉCUM

CLAIR OBSCUR

Chaque session, les étudiants paient une cotisation à la FAÉCUM. À raison de 10 $ par étudiant, la somme s'élève à environ 330 000 $ par session. Lorsque vient le temps de discuter de l'utilisation de ce montant et d'adopter le budget, tout se déroule à huis clos. Il est même impossible d'avoir une copie du budget et des procès-verbaux. Pourquoi tant de discrétion ? Pour éviter que ces informations ne tombent entre de mauvaises mains, répond-on à la FAÉCUM.

Alexandre CAYLA

Les étudiants ont-ils le droit de savoir comment est dépensé leur argent ? Oui, répond Vincent Ranger, coordonnateur aux affaires universitaires de la FAÉCUM, qui s'empresse d'expliquer que les chiffres ne sont pas hors de la portée des étudiants : *« Il ne faut pas oublier que les étudiants de l'Université de Montréal appartiennent à une fédération. Ils doivent passer par leur association étudiante s'ils veulent avoir accès aux chiffres »*. De plus, il y a une nouveauté cette année : il est possible de consulter les chiffres représentant les grands postes budgétaires en faisant la demande auprès du coordonnateur aux finances et aux services. *« On va les sortir pour l'étudiant et il va y avoir quelqu'un pour répondre à ses questions. Il n'a qu'à le demander »*, explique M. Ranger.

L'an dernier, Guillaume Beauvais, étudiant en science politique, a essayé d'avoir accès au budget. Il avait fait une demande d'accès à l'information, mais comme la FAÉCUM n'est pas un organisme public, elle n'est pas assujettie à cette loi : la demande de l'étudiant n'avait donc pas abouti. *« Je suis content d'apprendre qu'on peut maintenant avoir accès à une partie de l'information, mais ce n'est pas avec huit chiffres que l'on va être capable de se faire une bonne idée de ce qui se passe à la FAÉCUM »*, déplore-t-il avant d'ajouter : *« Qu'est-ce qui me dit que, l'an prochain, ce ne sera pas un retour à l'ancienne philosophie ? Il y a beaucoup de fraudes dans le mouvement étudiant et on ne peut pas savoir ce qui se décide si on n'a pas accès au budget ou aux procès-verbaux. »*

Lorsqu'il s'est fait élire, Vincent Ranger avait dit vouloir rendre la FAÉCUM plus transparente. Près d'un an plus tard, il estime ne pas avoir oublié ses engagements. *« Il ne faut pas dire n'importe quoi : le budget est vérifié chaque année par un comptable et il y a un conseil d'administration (CA) qui a pour seule tâche de surveiller le bureau exécutif et le budget. Le vrai problème, c'est qu'il n'y a pas de balises à l'heure actuelle. Alors, on donne accès à une partie des informations pour l'instant. On devrait parler de cette question à la fin du mois de mars, lors du congrès. »* En effet, lors du prochain congrès, les représentants étudiants seront appelés à se prononcer sur une politique d'accès à l'information concernant la FAÉCUM.

LA RESPONSABILITÉ AUX ÉTUDIANTS

En effet, même si les associations étudiantes sont encadrées par une loi, il n'existe presque aucune disposition sur la diffusion des informations et sur leur disponibilité. *« L'objectif de la Loi sur l'accréditation et le financement des associations d'élèves ou d'étudiants, c'est de forcer les institutions d'enseignement à reconnaître les associations que se sont données les étudiants. Elle indique surtout de la procédure à respecter pour se faire accréditer auprès du gouvernement »*, explique Michel Jacques, vice-président aux affaires universitaires de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ). Guy Major, agent d'accréditation au ministère de l'Éducation, précise : *« C'est vrai, mais en vertu de l'article 27 de la loi, les associations sont tenues envers leurs membres des mêmes égards que n'importe quelle compagnie, c'est-à-dire avoir un CA et produire un rapport d'activités qui sera soumis à ses membres à chaque année. »* Or, lorsqu'il s'agit d'un regroupement ou d'une fédération, les membres sont les associations étudiantes. C'est donc à ces dernières de diffuser ou non l'information à leurs membres.

QUAND ON SE COMPARE, ON SE DÉSOLE

À l'UQAM et à McGill, il est très facile d'avoir accès aux documents de nature financière et aux procès-verbaux. En effet, l'AFESH-UQAM entend mettre sous peu toutes ces informations sur son site Internet. Les procès-verbaux y sont déjà, mais les informations de nature financière se font attendre. *« On devrait les mettre bientôt sur le site »*, assure Alex Desrochers, externe de l'association. *« Le problème, c'est qu'on n'a pas de responsable des finances et avec la mobilisation actuelle ce n'est pas notre priorité »*, précise-t-il.

À McGill, tous les chiffres de la Student Society (SSMU) sont disponibles en ligne, par contre, si l'on veut des clarifications, il faut les demander. *« Dès que quelqu'un les demande, on les donne puisque ces informations sont publiques. Alors, dès que les budgets sont adoptés, tous peuvent en prendre connaissance »*, explique Imad Barake, vice-président aux finances et aux opérations. On peut ainsi apprendre que les revenus estimés de l'exercice 2007-2008 de la SSMU s'élèvent à 3 094 944 $ et les dépenses à 3 044 996 $, terminant l'année financière avec un surplus de 49 947 $.

Comité de mobilisation de l'UdeM

TOUS ENSEMBLE ?

Le Comité de mobilisation de l'Université de Montréal (MOB-UdeM), actif depuis septembre 2007, fait parler de lui. Après avoir publié un bulletin d'information et des affiches sur le campus, il tente de lancer une campagne de grève. Alors que la FAÉCUM refuse de financer MOB-UdeM, des associations extérieures à l'UdeM ont décidé de lui prêter main-forte.

Marc-André LABONTÉ

MOB-UdeM est un petit regroupement d'étudiants de l'Université de Montréal, sans statut juridique. Son but est de mobiliser les universitaires sur les questions du dégel des frais de scolarité, de la hausse des frais afférents et du sous-financement de l'éducation. Pour ces militants, il n'y a que la grève générale illimitée qui puisse contraindre le gouvernement à agir. Un point de vue qui tranche avec celui de la FAÉCUM, la principale fédération des associations étudiantes de l'Université de Montréal, qui regroupe 33 000 étudiants.

Ainsi, le Comité de mobilisation est allé chercher l'appui de l'Association générale étudiante du cégep du Vieux-Montréal (AGECVM), de l'Association facultaire étudiante des sciences humaines de l'UQAM (AFESH-UQAM) et des associations étudiantes d'anthropologie et de science politique de l'UdeM. Les positions de ces groupes étudiants s'apparentent toutes à celle de l'ASSÉ. Toutefois, ce qui dérange certains, c'est que quelques uns de ces alliés financent entièrement MOB-UdeM.

MÉCÉNAT UQAMIEN

En effet, l'AFESH-UQAM s'occupe du financement de MOB-UdeM... à hauteur de 50 $. Cette somme sert principalement à imprimer des tracts. *« Pour l'AFESH, supporter des mouvements qui ont des positions similaires aux siennes est une bonne manière d'élargir le mouvement de mobilisation »*, déclare Étienne Guérette, secrétaire aux affaires uqamiennes pour l'AFESH.

Reste que jamais les militants de MOB-UdeM n'ont essayé de faire appel à la FAÉCUM pour financer sa campagne d'information. *« La FAÉCUM nous avait promis un support dans la distribution de l'affichage et de l'information, mais nous ne l'avons jamais obtenu*, lance Ariane Tessier, membre de MOB-UdeM, *nous n'avons donc pas osé demander plus. »* Selon Jocelyn Caron, coordonnateur des affaires externes pour la FAÉCUM, *« l'existence de MOB-UdeM n'est pas un problème tant que les gens ne l'associent pas à la FAÉCUM. Or dans les tracts qu'il publie, MOB-UdeM utilise des graphiques et des tableaux de la FAÉCUM. »*

Pour M. Caron, le terrain est glissant et il vaut mieux identifier clairement les parties avant de parler d'aide et de financement. Aussi, quand on lui demande si MOB-UdeM a déjà demandé un soutien financier à la FAÉCUM, l'externe de la FAÉCUM répond que *« lorsqu'ils ont occupé nos locaux, les membres de MOB-UdeM ont revendiqué un support de 1 000 $ ». « C'est possible*, admet Ariane Tessier, *mais tout s'est passé de manière assez chaotique ; c'est difficile à dire. »*

LA SITUATION SE CORSE

En réponse à cette occupation du 14 janvier dernier, la FAÉCUM a envoyé un message aux membres de l'AFESH-UQAM pour leur signaler qu'ils finançaient un *« groupe voué à la nuisance d'une autre association étudiante »*. MOB-UdeM aurait occupé les locaux de la FAÉCUM, allant jusqu'à voler des documents... ce que nient les militants du groupuscule ainsi que les dirigeants de l'AFESH. *« Il a été clairement démontré que MOB-UdeM n'a jamais émis de mandat pour cette action*, explique Ariane Tessier, *le comité a même envoyé un communiqué pour se désassimiler de cette occupation. »* Ce que réfute Jocelyn Caron qui prétend que *« les occupants se sont clairement identifiés comme étant le Comité de mobilisation de l'Université de Montréal »*.

Si le différend entre la FAÉCUM et l'AFESH ne semble pas vouloir se régler, le comité reste actif. En effet, lors des derniers jours, MOB-UdeM a participé aux assemblées générales des associations de sociologie, de travail social et d'anthropologie. Ces dernières ont toutes adopté un mandat de grève.

Pour l'AFESH, supporter des mouvements qui ont des positions similaires aux siennes est une bonne manière d'élargir le mouvement de mobilisation.

Étienne Guérette
Secrétaire aux affaires uqamiennes pour l'AFESH

_QLvol15no12.qxd 2/27/08 1:14 PM Page 8

DES LOYERS SANS INTERAC

Beaucoup d'étudiants ont déjà fait le constat : il est bien difficile de retirer de l'argent sur le campus sans payer de frais. *Quartier Libre* a voulu comprendre les règles qui encadrent leur présence.

Stéphane WAFFO

L'ensemble des opérations bancaires à l'UdeM a été confié à la Banque Nationale. Sophie Langlois, porte-parole de l'Université admet qu'il y a un contrat d'exploitation entre l'Université et l'institution financière, mais précise qu'*« il ne s'agit pas d'une entente d'exclusivité »* comme celle avec Pepsi, par exemple. Elle reconnaît seulement qu'un loyer – au montant non divulgué – est exigé par l'UdeM pour les cinq guichets de la Banque Nationale sur le campus. À l'École Polytechnique, la situation est comparable à celle de l'UdeM. Une seule institution bancaire est présente : la Caisse Desjardins. Du côté de l'École des hautes études commerciales (HEC), les deux institutions précédentes y sont représentées.

DES CONTRATS SECRETS ET DIFFÉRENTS

Malgré nos nombreuses démarches, il a été impossible de connaître les termes précis de ces ententes. À l'UdeM, Sophie Langlois souligne que c'est un contrat qui fait de la Banque Nationale *« la banque de l'Université »*. Mais elle ajoute que pour *« quiconque exprime un besoin,* [l'Université est prête à] *faire des ententes pour louer des espaces »*. À propos de la gestion des loyers, elle précise que les sommes récoltées sont versées dans le fonds de fonctionnement de l'Université (un des cinq fonds de l'UdeM).

À HEC, Luc Savaria, directeur des services comptables et de la trésorerie, souligne que l'entente actuelle va être renégociée. Un système de *« loyer modique »* pour les guichets devrait être instauré. Sceptique sur la question d'un contrat d'exclusivité, M. Savaria privilégie une protection des étudiants. C'est pourquoi il estime que *« n'avoir qu'un seul* [partenaire bancaire] *résulte en un monopole. Et je ne suis pas sûr que ce soit correct pour les étudiants. »*

Quant à Polytechnique, le directeur des ressources financières et matérielles, André Tanguay, précise que l'entente de partenariat entre Polytechnique et Desjardins a été renouvelée l'année dernière pour cinq ans. L'école reverse aux étudiants *« une partie des montants reçus »* sous forme *« de bourses, selon l'implication ou les contrats de recherche »* ou à travers la coopérative étudiante de l'école (Coopoly).

DES GUICHETS INDÉPENDANTS TROP CHERS

Outre les guichets automatiques provenant d'institutions financières, il existe aussi sur le campus des guichets *« indépendants »*. Ils sont situés aux entrées du CEPSUM et de La Brunante, le café bar de l'Association générale des étudiants et étudiantes de la Faculté de l'éducation permanente (AGEEFEP). Dans ces deux cas, aucun loyer n'est facturé aux propriétaires des guichets. Par contre, pour chaque transaction, un pourcentage est reversé au locateur.

Sophie Langlois explique qu'il s'agit de décisions prises dans le cadre de deux entités indépendantes de la gestion de l'Université. M. Tanguay considère que c'est un service *« qui coûte trop cher »*, pour n'importe quel client, étudiant ou pas. Ce qui rejoint la pensée de M. Savaria, de HEC, qui parle d'un système *« dispendieux »* pour les étudiants.

Pour Paul Krivicky, directeur du CEPSUM, l'idée d'avoir un guichet automatique dans son unité résulte d'une demande importante de la part des clients. Selon lui, il s'agit d'*« un service »*. Si la direction a fait ce choix, c'est aussi pour *« se laisser une liberté d'action si une institution financière voulait être un commanditaire »* des Carabins, souligne-t-il.

PHOTO : JULIEN HOUDE

Dans le cas de La Brunante, Denis Sylvain, coordonnateur adjoint de l'AGEEFEP suit la même logique de service développée par M. Krivicky : *« Les clients demandaient souvent à payer avec leurs cartes de crédit »*, explique-t-il. Ne souhaitant pas offrir ce service, l'AGEEFEP et la direction de La Brunante ont *« préféré accommoder la clientèle qui ne voulait pas descendre jusqu'à l'autre bout du pavillon »*.

COÛTS ET BÉNÉFICES

Les bénéfices provenant du guichet ne sont pas inclus dans le budget de l'AGEEFEP. Selon M. Sylvain, ils servent exclusivement *« à stabiliser les prix »*, c'est-à-dire à réduire le coût de certains produits. Au CEPSUM, M. Krivicky fait le parallèle entre le guichet automatique et les machines distributrices disponibles dans l'édifice. *« C'est une façon de pouvoir ramasser un peu de sous pour nos activités sportives. »* Chaque usager paye 1,40 $ par transaction et pour la seule machine du CEPSUM, près de 8 500 transactions sont effectuées chaque l'année. Ce qui fait croire à M. Krivicky que *« les gens sont tout de même prêts à payer pour ce service »*.

Une vision des choses à l'opposé de celle exprimée par M. Savaria des HEC qui milite pour *« des services qui ne coûtent rien aux étudiants »*.

Les guichets bancaires sur le campus

3200 Jean Brillant (2) :	**1er étage, Banque Nationale et La Brunante (2) ATM**
J.-A.-DeSève (1) :	**1er étage, Banque Nationale**
Résidence (1) :	**7e étage, Banque Nationale**
Marie Victorin (1) :	**Banque Nationale**
Cepsum (1) :	**1er étage, ATM**
École Polytechnique (2) :	**Caisses Desjardins**
HEC (3) :	**Caisses Desjardins (2) et Banque Nationale**

PASSEZ L'ÉTÉ SUR LA MONTAGNE !

Profitez de l'été pour poursuivre vos études ou découvrir un nouveau programme.

UNIVERSITÉ D'ÉTÉ

Mai à août 2008

www.universitedete.umontreal.ca

_QLvol15no12.qxd 2/27/08 1:14 PM Page 9

Campagne de publicité des universités

LA MIENNE C'EST LA MEILLEURE

L'Université d'Ottawa affiche à grands panneaux dans les stations de métro de Montréal que *Ça part d'ici*. L'Université de Montréal souligne par des photos accrocheuses que *L'avenir a besoin de vous* et de petites universités paient des voyages à des collégiens pour assister aux portes ouvertes... Les universités ont recours à la publicité de manière de plus en plus agressive afin d'accroître leur clientèle. Retour sur une guerre publicitaire dont les étudiants sont le butin.

PHOTO : JULIEN HOUDE

Normand FORGUES-ROY

L'Université du Québec à Rimouski (UQAR) organise depuis sept ans un voyage pour sa journée portes ouvertes, histoire de présenter la ville aux étudiants du reste du Québec. Au menu : soirée au bar de l'Université, tour de ville, conférences et visite du campus. François Cormier, agent de recrutement et responsable des campagnes promotionnelles à l'UQAR, explique que le voyage s'adresse surtout aux étudiants qui pensent déjà aller étudier à Rimouski, notamment pour le programme de biologie marine, la spécialité de l'endroit. Jonathan Lasnier, étudiant au Cégep de Saint-Laurent, raconte que le déplacement tous frais payés l'a convaincu : *« Je pensais déjà aller à Rimouski pour la biologie, mais le voyage m'a permis d'aller voir sur place. Ça a confirmé mon choix. »*

UNE CLIENTÈLE COMME UNE AUTRE

« Le marché étudiant se divise en deux segments : les étudiants du cégep et ceux de l'université [pour les études supérieures] *»*, explique M. Cormier, avant de souligner que le voyage cible le marché des cégépiens. C'est la même clientèle que vise l'Université de Montréal avec ses pubs aux images-chocs, sur le thème *« L'avenir a besoin de vous »*. Parmi les photos choisies pour illustrer la campagne, on retrouve une photo d'enfants-soldats tenant une Kalachnikov, des boat people ou encore une coupe à blanc. Si l'image peut choquer, Judith Picard, directrice de la promotion au bureau des communications de l'UdeM, explique que le choix a été mûrement réfléchi. *« On a présenté la campagne à des cégépiens dans le cadre de groupes de discussion, et c'est celle que les étudiants ont préféré. »*

La campagne de l'Université de Montréal, avec ses images-chocs, soulève des interrogations : *« On peut questionner la pertinence d'une telle approche. Je ne suis pas sûr que ça soit profitable à l'image de l'Université, comme lieu de savoir »*, s'interroge Patrick Bauduin, vice-président de l'agence de publicité Cossette Communications. M. Bauduin parle en initié : par le passé, il a travaillé à des campagnes de publicité pour l'Université de Montréal. À l'inverse, le professeur de philosophie Michel Seymour ne voit rien de contraire à l'éthique dans cette campagne : *« Je n'ai rien à redire sur le contenu substantiel en tant que tel. Le message est somme toute bon, ça parle de problèmes du monde contemporain. »*

BASSIN FERMÉ

Le nombre d'inscriptions est vital pour le financement d'une université : les subventions accordées par le ministère de l'Éducation dépendent du nombre d'étudiants inscrits à chaque université. Dans un mémoire publié en octobre 2007, *Pour un nouveau pacte de l'éducation universitaire*, la FEUQ souligne que dans ces conditions, *« le financement venant à manquer, on voit de plus en plus les établissements se faire compétition pour tenter d'augmenter leurs effectifs »*. Selon le même document, *« le Québec est un bassin relativement fermé, avec un nombre fini d'étudiants »*.

PHOTOMONTAGE : CLÉMENT DE GAULEJAC

Selon Statistique Canada, les inscriptions dans les universités canadiennes ont augmenté de 11 % entre 2001 et 2006 alors que la population a augmenté de 4,3 % pour la même période. Toujours selon l'Organisme statistique national, le Québec est l'une des trois provinces qui ont attiré le plus d'étudiants étrangers. Pour la période 2000-2004, les chiffres du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport indiquent que les étudiants internationaux forment le quart des étudiants.

GUERRE AUX ÉTUDIANTS

La campagne de l'UdeM reste relativement modeste, selon la porte-parole de l'Université, qui parle de mini-budget, sans accepter d'en révéler la teneur. *« On n'a pas le budget des universités anglophones de Montréal ou de l'Université d'Ottawa »*. D'ailleurs, on retouve de grands panneaux de cette dernière placardés dans les stations Université-de-Montréal et Berri-UQAM, sous le slogan *« Ça part d'ici »*. Une campagne qui a permis de tripler le nombre d'inscriptions, explique Nadine Saint-Amour, porte-parole de l'Université d'Ottawa. Selon elle, le nombre d'inscriptions aux études supérieures est passé de 100 à 300 l'an dernier. Cette année, l'institution a légèrement augmenté le budget publicitaire et surtout mieux ciblé sa campagne autour des lieux où circulent les étudiants de premier cycle, en plus de cibler pour la première fois la ville de Québec.

À propos des campagnes de publicité inter-universités, Patrick Bauduin parle de *« guerre aux étudiants »*. Une guerre qui ne se fait pas toujours sur des bases égales, poursuit-il : *« La publicité est l'un des plus petits postes budgétaires pour les universités. Ça va selon les circonstances, quand une université a des problèmes financiers, elle dépense généralement moins en publicité. »* M. Bauduin s'interroge en outre sur le bien-fondé de cette rivalité : *« On peut se demander si c'est vraiment le rôle des universités d'investir autant dans la publicité, elles devraient plutôt se concentrer sur la recherche et l'enseignement. »*

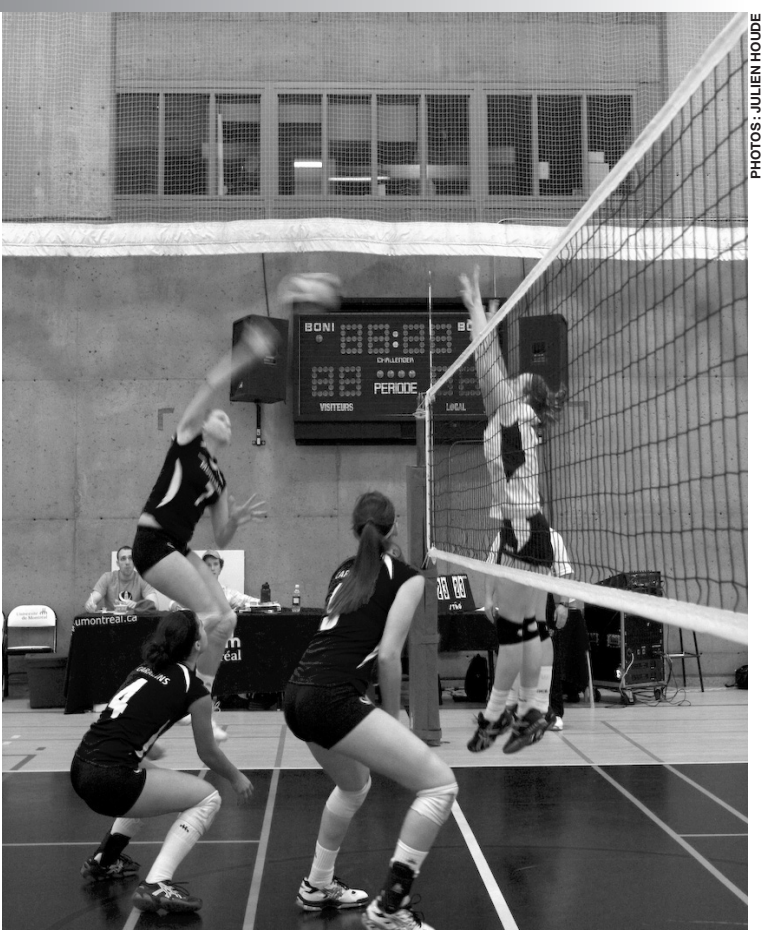
Michel Seymour, professeur de philosophie à l'UdeM, y voit surtout un effet de la marchandisation de l'Université : il rappelle que s'il y a toujours eu un certain maraudage, *« depuis deux ans, on remarque que c'est beaucoup plus important »*.

Yves Boisvert, directeur du laboratoire d'éthique publique à l'École nationale d'administration publique (ENAP), estime lui aussi que la compétition est normale, vu le contexte : *« Jusqu'à preuve du contraire, on est pas en situation de surplus, dans le monde de l'éducation. »* Dans ce contexte d'allocation de ressources limitées, la chasse aux étudiants, tant qu'elle se fait sur une base loyale et qu'on ne touche pas à la qualité de l'éducation en garantissant par exemple l'obtention d'un diplôme, reste une bonne manière d'augmenter les revenus. *« C'est tout de même préférable à la spéculation foncière et au développement immobilier, où des universités vont chercher à augmenter leurs ressources en louant des espaces vacants à des tierces parties. »*

_QLvol15no12.qxd 2/27/08 1:14 PM Page 10

FINALES PROVINCIALES DE VOLLEY-BALL

L'ÉQUIPE FÉMININE, championne provinciale



PHOTOS : JULIEN HOUDE

L'équipe féminine de volley-ball a gagné aux dépens du Vert et Or de l'Université de Sherbrooke lors de la finale provinciale, qui s'est déroulée le dimanche 17 février dernier. Elles l'ont emporté par le compte de 25-22, 25-20 et 25-18. Pour ces nouvelles championnes, c'est le premier titre provincial depuis 1994. *« Nous avons été au sommet de notre classement toute la saison et cette bannière est à l'image de la saison »,* raconte Olivier Trudel, entraîneur de l'équipe féminine de volley-ball. Cette victoire leur donne beaucoup de confiance pour le championnat canadien qui se déroulera au Nouveau-Brunswick du 28 février au 1er mars 2008, mais *« il faudra jouer avec beaucoup de cœur »*, dit l'entraîneur. **(Jean-Philippe DOAN VU)**

Équipe masculine

TROP PEU, TROP TARD...

Les Carabins s'inclinent dans une défaite crève-cœur en finale provinciale de volley-ball qui a eu lieu au CEPSUM, le dimanche 17 février dernier.

Jean-Philippe DOAN VU

Après avoir perdu leur premier match d'une série de trois contre le Rouge et Or de l'Université Laval, à Québec, les Carabins ont disputé une partie serrée à l'issue de laquelle ils se sont inclinés sur la marque de 24-26, 24-26 et 25-27. Au cours de chacun des trois sets, les Carabins ont laissé filer des avances de quatre points et plus, *« ce qui leur a coûté le match »*, estime leur entraîneur, Georges Laplante. *« C'est très frustrant, surtout pour un entraîneur, de perdre de cette façon »*, dit-il. Malgré la défaite lors du premier match, les hommes de M. Laplante étaient confiants de pouvoir forcer un match ultime, mais ils n'ont pu profiter de leurs opportunités.

Ce match fut aussi le dernier au niveau provincial de trois joueurs qui évoluaient pour leur dernière année d'admissibilité. C'est le cas du capitaine de l'équipe, Vincent Bilodeau-Martin. *« Il est clair que perdre son capitaine, c'est perdre une partie du cœur de l'équipe, mais nous avons confiance en notre relève et chaque année des joueurs partent, d'autres arrivent. C'est ça le sport universitaire »*, explique Georges Laplante.

Les Carabins ont obtenu une fiche gagnante durant la saison, accumulant 12 victoires et 6 défaites. Il y a aussi eu plusieurs blessures durant la saison, ce qui a miné la stabilité et la constance de l'équipe, selon Emmanuel André-Morin, attaquant.

JOUEUR TOUT ÉTOILE

Ce dernier a été nommé meilleur joueur de volley-ball universitaire du Québec et se retrouve du même coup dans la première équipe d'étoiles. Le joueur avait aussi été élu recrue québécoise et canadienne au niveau national l'année dernière. *« Je suis très heureux de recevoir cet honneur, mais ce qui comptait le plus à mes yeux, c'était de gagner la bannière en équipe, mais ça ne s'est pas déroulé comme je le voulais »*, précise-t-il après le match. Il est aussi le meneur canadien pour les points et les attaques marquantes. Signalons que le capitaine, Vincent Bilodeau-Martin, fait aussi partie de la première équipe d'étoiles et que Mathieu Crête, un autre Bleu, se retrouve dans l'équipe d'étoiles des recrues.

RIVALITÉ QUÉBEC-MONTRÉAL ?

On est loin de la rivalité entre les Nordiques de Québec et les Canadiens de Montréal d'autrefois, mais selon Emmanuel André-Morin, il commence à y avoir de la concurrence : l'année dernière, le Rouge et Or de Québec a battu les Carabins en finale provinciale.

En dépit de cette défaite, les Carabins sont quand même qualifiés pour le championnat canadien : hôte de l'événement, l'Université Laval était qualifiée automatiquement. Cette compétition aura lieu du 28 février au 1er mars 2008 au PEPS de l'Université Laval.

_QLvol15no12.qxd 2/27/08 1:14 PM Page 11

Tête chercheuse: Jacques Y. Perreault

EFFRACTION ARCHÉOLOGIQUE

Jacques Y. Perreault est professeur titulaire du Centre d'études classiques de l'Université de Montréal. Il est également directeur du laboratoire d'archéologie méditerranéenne de l'UdeM. *Quartier Libre* a rencontré cet insatiable explorateur des mondes anciens.

Propos recueillis par Benjamin LÉON

Quartier Libre : Vos recherches portent essentiellement sur les fouilles archéologiques de Ras el Bassit en Syrie et d'Argilos en Grèce. Comment êtes-vous arrivé sur ces sites et dans ces deux zones géographiques ?

Jacques Y. Perreault : Quand je faisais ma maîtrise, j'ai décidé d'étudier la présence grecque dans l'Antiquité. J'ai donc écrit à des archéologues qui travaillaient là-bas et l'un d'entre eux m'a proposé de venir en Syrie, à Ras el Bassit. Pour Argilos c'est un peu différent. Il existe en Grèce de grands instituts de recherche dont l'École française d'archéologie d'Athènes. Mon directeur m'a conseillé de devenir membre de l'école. À mon retour au Canada, j'ai été amené à cesser de collaborer avec les équipes françaises en Grèce et je suis donc parti à la recherche de nouveaux territoires. C'est à ce moment-là que je suis tombé sur le site d'Argilos. La problématique du site est intéressante, car il s'agit d'une colonie grecque fondée en territoire thrace.

À une profondeur de près de deux mètres, je découvre trois pièces d'une maison qui avait été détruite par le feu puis enterrée sous un énorme remblai. [...] J'ai soudain eu la curieuse sensation d'être un détective ou un voyeur, pénétrant dans une maison abandonnée depuis 4000 ans pour prendre contact avec ses habitants pourtant disparus.

PHOTO : COURTOISIE NICOLAS ZORZIN

Jacques Y. Perreault devant ses étudiants lors d'une fouille sur le site d'Argilos dans le nord de la Grèce.

Q. L. :Comment s'organisent vos recherches sur le site d'Argilos en Grèce ? Y a-t-il plusieurs équipes qui travaillent sur place ?

J. Y. P. : Pour pouvoir fouiller en Grèce, il doit y avoir un institut sur place. Chaque institut a droit à trois permis de fouilles par année auxquels s'ajoutent trois permis de projets en collaboration avec un autre institut. Le site d'Argilos représente une fouille gréco-canadienne entre l'Université de Montréal et une entité administrative qu'on appelle l'Éphorie des Antiquités préhistoriques et classiques de Kavala. Il s'agit d'une concession et nous sommes les seuls à y avoir accès lors des périodes de fouille qui se déroulent généralement en été. Certains étudiants se joignent à nous : ils seront près d'une trentaine cette année.

Q. L. :Les missions de recherche avec les équipes partenaires de votre laboratoire sont-elles difficiles à mettre en place ?

J. Y. P. : En ce qui concerne la pérennité du permis de fouille, cela fonctionne selon la bonne entente avec les autorités présentes sur place. De ce côté-là, je n'ai pas trop de problèmes : j'entretiens de très bonnes relations avec mes collègues grecs. Ici, à l'UdeM, la relation de l'institution avec ma mission est facile, mais demande plus d'explications. Par exemple, certains des terrains où l'on creuse sont privés. Il faut donc les exproprier et je dois essayer de faire comprendre à l'Université qu'il faut acheter les terrains. Au Conseil de recherche en sciences humaines du Canada, l'archéologie méditerranéenne est regroupée dans un secteur, celui de l'histoire ancienne, qui comprend de nombreux domaines dont les demandes de financement restent peu élevées. Pour mettre en place une session de fouille, j'ai parfois besoin de demander jusqu'à 100 000 dollars !

Q. L. :Avez-vous une anecdote à raconter à propos de l'une de vos fouilles ?

J. Y. P. : 1981, en Crête. J'entreprends la fouille d'un terrain situé en bordure du palais de Malia, un des joyaux de la civilisation minoenne. À une profondeur de près de deux mètres, je découvre trois pièces d'une maison qui avait été détruite par le feu, puis enterrée sous un énorme remblai. Dans une pièce, un atelier de fabrication de vase en pierre, dans l'autre, sans doute la cuisine : quelques assiettes, des tasses et un petit pichet, le tout bien disposé sur le sol. Cette maison datait de la fin du IIIe millénaire avant notre ère. J'ai soudain eu la curieuse sensation d'être un détective ou un voyeur, pénétrant dans une maison abandonnée depuis 4000 ans pour prendre contact avec ses habitants pourtant disparus.

Q. L. : S'il est généralement fréquent d'avoir un centre d'études classiques au sein d'une université, il est en revanche plus surprenant de voir l'existence d'un laboratoire d'archéologie associé au même département...

J. Y. P. : Qu'il y ait des études classiques en Amérique du Nord est effectivement quelque chose de normal. Notre civilisation occidentale a pris naissance là-bas. La présence de l'archéologie à l'intérieur des études classiques peut paraître aujourd'hui plus curieuse. Après une longue tradition où les archéologues étaient de formation philologique, il y a eu un tournant autour des années 1960 ayant pour origine l'anthropologie : la culture matérielle de l'objet a fait son apparition et l'archéologie méditerranéenne se rapproche aujourd'hui davantage des sciences sociales et de l'anthropologie.

_QLvol15no12.qxd 2/27/08 1:14 PM Page 12

COMBATTEZ
AVEC LES FORCES CANADIENNES

NOUS AVONS LES CARRIÈRES,
VOUS AVEZ LES POSSIBILITÉS.

Les Forces canadiennes vous proposent plus de 100 possibilités d'emplois à temps plein et partiel dans un environnement des plus stimulants. Que ce soit près de chez vous ou à l'étranger, les Forces vous offrent :

- Un vaste choix de carrières dans des domaines professionnels et techniques
- Des programmes de formation tout au long de votre carrière
- Une aide financière pour vos études

Pour en savoir davantage, visitez notre site Web ou le centre de recrutement des Forces canadiennes près de chez vous.

WWW.FORCES.CA **1-800-856-8488**

ENRÔLEZ-VOUS

Canada

_QLvol15no12.qxd 2/27/08 1:14 PM Page 13

Quand le jeu vidéo devient un sport

LES ATHLÈTES DE LA MANETTE

***Warcraft, Counterstrike, Quake 4, ProEvolution Soccer*: pour certains, ces jeux vidéo dépassent le simple divertissement pendant un après-midi pluvieux. Les joueurs professionnels, ou *gamers*, les voient comme de véritables sources de compétition, ce qui les pousse à suivre un entraînement physique et mental quotidien. Initiation à la gymnastique électronique.**

Laure MARTIN

« *Il faut s'exercer pour être compétitif,* explique Emmanuel Richer-Cloutier, *gamer* depuis environ six ans. *Il faut faire des exercices cardio-vasculaires, et des échauffements pour les articulations, car lors des tournois on peut jouer jusqu'à huit heures dans une journée.* » Les échauffements permettent d'éviter les inflammations qui peuvent être récurrentes pour les joueurs. « *J'ai des tendinites aux coudes à force de jouer, je dois donc faire des étirements avant de commencer une partie* », poursuit-il.

Comme l'indique Luc Léger, professeur au Département de kinésiologie à l'Université de Montréal, « *les joueurs deviennent ankylosés quand ils restent assis trop longtemps dans la même position et ont donc besoin de se délier les muscles régulièrement.* » La sédentarité peut aussi engendrer des problèmes d'obésité. « *Il ne faut donc pas négliger l'activité physique* », précise M. Léger.

STRATÉGIES ET PRÉPARATION MENTALE

Garett Bambrough, membre d'une équipe professionnelle pour le jeu *Counter-Strike*, effectue lui aussi des exercices quotidiens. « *Je reste très actif et en bonne santé en mangeant sainement. J'ai un régime alimentaire strict, et des séances sportives quatre à cinq jours par semaine.* » Cet entraînement est nécessaire pour être prêt lors des tournois. Les joueurs se préparent aussi mentalement, en développant des stratégies d'équipe pour la compétition afin d'affronter leurs concurrents.

« *Les compétitions entre équipes sont les plus difficiles à gérer* », souligne Daniel Tatone, copropriétaire du centre de jeux *Gamers World* à Montréal et arbitre lors de tournois de jeux vidéo. Selon lui, « *les équipes sont moins respectueuses que lors des combats en un contre un* ». Cette rivalité entre joueurs va parfois jusqu'à la démoralisation de l'adversaire. « *Le but est de le déstabiliser*, indique Emmanuel Richer-Cloutier. *Les équipes n'hésitent pas à mentir sur leurs résultats pour impressionner leurs concurrents ou à s'envoyer des menaces.* »

DE LA PASSION AU PROFESSIONNALISME

Un entraînement quotidien est requis, mais nul besoin d'être un vrai professionnel pour consacrer de nombreuses heures à ce type de sport. « *Pour moi, il s'agit d'une passion, je m'entraîne cinq heures par jour,* explique Yan Chayer, un *gamer* qui participe à des compétitions en équipe. *Les fins de semaine, comme il n'y a pas d'école, cela peut aller jusqu'à huit heures voire dix heures par jour.* »

Le sport électronique – ou *e-sport* – est la pratique d'un jeu vidéo sur Internet via un ordinateur ou une console de jeu. Les *gamers* s'exercent de chez eux ou lors des *LAN Parties*, évènements au cours desquels les joueurs peuvent se qualifier pour des tournois locaux, nationaux ou mondiaux. Chaque année, environ 750 000 joueurs, dont certains de niveau professionnel, essayent d'être sélectionnés pour la finale de l'*Electronic Sports World Cup*, qui se déroule en France depuis cinq ans. Les joueurs choisis sont généralement des professionnels commandités par des fabricants de matériel informatique, de cartes graphiques ou des fabricants de microprocesseurs.

UN SPORT ?

« *Au niveau professionnel, les joueurs ont du talent,* souligne Daniel Tatone. *Quand on compare quelqu'un qui s'adonne aux jeux vidéo pour s'amuser et quelqu'un qui le fait pour la compétition, c'est totalement différent. C'est la même chose que de jouer au soccer entre amis, et jouer pour gagner sa vie.* » Cependant, l'opinion des *gamers* diverge. « *Ce qui définit le sport, c'est la compétition, les habiletés, les émotions, l'entraînement et la passion,* explique Matt Wood, qui participe aux *World cyber games*. *Tout cela s'applique aux jeux vidéo.* » Patrick Bégin, qui a déjà été classé 42e joueur mondial à *Guild Wars*, n'est pas du même avis, car selon lui les jeux vidéo ne sont pas assez actifs, sauf ceux sur Nintendo.

Pour Luc Léger, les jeux vidéo peuvent être considérés « *comme un sport au niveau de la compétition, mais pas sur le plan physique* ». Il indique tout de même que la nouvelle console de jeu de Nintendo, la Wii, entraîne une dépense d'énergie. Cette console propose des jeux de tennis et de golf, pour lesquels les joueurs doivent imiter les mouvements des vrais sportifs. « *La Wii est mieux que les jeux passifs,* souligne Luc Léger. *Mais il faut quand même avoir une bonne gestuelle et dépasser le simple fait de bouger les doigts pour avoir des résultats physiques.* »

Toutes ces heures d'entraînement sont profitables aux participants des compétitions mondiales. Pour les autres, la grande majorité, celle qui entretient bien moins d'ambitions, il reste une chose : le plaisir du jeu.

J'ai un régime alimentaire strict, et des séances sportives quatre à cinq jours par semaine

Garett Bambrough
Membre d'une équipe professionnelle pour le jeu *Counter-Strike*

_QLvol15no12.qxd 2/27/08 1:14 PM Page 14

Branche canadienne de la Nouvelle Acropole

FOI, CROYANCE ET VÉRITÉ

L'Organisation internationale de la Nouvelle Acropole (OINA) est listée comme un mouvement sectaire en France et en Belgique. *Quartier Libre* a cherché à savoir ce qu'il en était de la branche canadienne de l'organisation. Bilan de deux mois d'enquête, jusqu'au cœur de Nouvelle Acropole Canada.

Vanessa GAUVIN-BRODEUR
et Thomas GERBET

« Vous êtes la seule personne inscrite à la conférence [Foi, croyance et vérité]*, elle n'aura donc pas lieu. Nous pourrions discuter ensemble, si vous voulez ».* Visiblement, Denis Bricnet attendait notre venue dans les locaux de la Nouvelle Acropole sur la rue Saint-Denis à Montréal. Le moment était venu de poser les vraies questions à son directeur.

MAUDITS JOURNALISTES

Au centre de la bibliothèque exiguë dans laquelle il nous reçoit, surprise : une petite table sur laquelle est posé un exemplaire de *Quartier Libre*. *« C'est tellement facile pour les médias de dénoncer une secte. Vous en raffolez »,* lance Denis Bricnet avant d'ajouter : *« Vous savez, nous aimerions être critiqués pour ce que nous sommes, de manière raisonnée et raisonnable. Nous ne sommes pas une religion. »*

Les multiples assertions souvent issues d'associations anti-sectes françaises ont souvent été relayés par les médias, sans toujours apporter les vérifications d'usage **[lire page 15]**. Le *Quartier Libre*, lui-même, en 1996, publiait un article intitulé « Quand une secte néo-fasciste recrute sur le campus de l'université ». On pouvait notamment y lire que *« Nouvelle Acropole est une organisation sectaire, développant une idéologie raciste et un rejet viscéral de la démocratie ».* Quand on demande à Denis Bricnet si le sentiment d'injustice qu'il décrit ne lui donne pas envie d'arrêter, il répond : *« Nous prenons ça avec philosophie. »*

PHOTO : THOMAS GERBET

Denis Bricnet, directeur de la Nouvelle Acropole dans les locaux de l'association, rue Saint-Denis.

LE MÉLANGE DES GENRES

Denis Bricnet n'est pas un philosophe au sens académique du terme. Étudiant en bio-générique en France dans les années 1970, il immigre au Canada quelques années plus tard avec sa femme, Catherine Guillerme, et fonde, en 1984, la branche canadienne de la Nouvelle Acropole. Tous deux vivent de leur profession de formateur-conférencier. Malgré un mélange des genres apparent, Denis Bricnet certifie que sa femme et lui ne font pas de promotion pour la Nouvelle Acropole dans le cadre de leur travail. L'inverse semble bien moins probable.

Un rapide comparatif entre les cours offerts par le couple au sein de la Nouvelle Acropole et dans le privé montre une très grande similitude. Ainsi, M. Bricnet offre des formations de communication orale sous ses deux casquettes et de Mme Guillerme délivre ses connaissances en morphopsychologie et en orientation de carrière dans les deux cadres, associatif et professionnel. Pour sa défense, M. Bricnet indique que sa femme et lui mettent leurs *« qualification professionnelle au service de l'association ».* Il jure ne jamais mentionner l'existence de Nouvelle Acropole dans le cadre de son travail et *« tout* [faire] *pour que les gens n'aient pas connaissance de cette double activité ».* La liste des conférences offerte sur le site de Nouvelle Acropole comprend pourtant des liens directs vers les sites professionnels de M. Bricnet et Mme Guillerme. Une rapide recherche à partir des URL des sites respectifs montrent au passage que le webmestre est étiqueté « New Acropolis ».

Les conférences et cours offerts par la Nouvelle Acropole sont divers et variés, allant de l'orientation de carrière à la philosophie orientale, en passant par le tai-chi et la nutrithérapie. Une exposition sur le thème du *Seigneur des anneaux* a même été offerte en 2002. Dans un article intitulé « Les stratégies de recrutement des groupes sectaires », paru dans la revue *Religiologiques* en 2000, Elisabeth Campos, chercheuse au Centre international de criminologie comparée de l'UdeM, citait le nom de la Nouvelle Acropole. Elle mentionnait que *« certains groupes organisent des réunions autour de thèmes susceptibles d'intéresser un auditoire* [...]. *Certains thèmes ont une grande portée, comme la vie après la mort, la transcommunication ou la réincarnation.* [...] *Lors de ces regroupements, des membres prestigieux du groupe peuvent être invités à faire des discours. »* En avril 2007, Catherine Guillerme offrait une conférence intitulée « Tibet et réincarnation ». Il était mentionné dans le descriptif que cette conférence répondrait notamment aux questions suivantes : *« Comment rencontrer sa propre âme ? »* et *« Qu'est ce qui arrive après la mort physique ? ».*

Si on se place d'un point de vue académique, les cours de la Nouvelle Acropole ne relèvent pas de la philosophie.

M. Lafond
Président du conseil d'administration de la Société de philosophie du Québec

Denis Bricnet et Catherine Guillerme, tout comme l'ensemble des enseignants de la Nouvelle Acropole, n'hésitent pas à se qualifier de professeurs de philosophie. Ils en ont le droit, indique Michel-Rémi Lafond, président du conseil d'administration de la Société de philosophie du Québec. Selon lui, *« si on se place d'un point de vue académique, les cours de la Nouvelle Acropole ne relèvent pas de la philosophie ».* M. Lafond prévient qu'il va soulever le point lors de la prochaine réunion de son organisation en mars.

L'UNESCO : LE FAUX AMI

Le 15 novembre 2007, on pouvait lire sur le site nouvelleacropole.org : *« Nous célébrons la sixième journée mondiale de la philosophie sous l'égide de l'UNESCO ». « Je condamne »* répond Alysouk Lynhiavu, chargé des affaires publiques et coordonnateur national du réseau canadien des écoles associées de l'UNESCO lorsque l'on mentionne l'expression « sous l'égide ». *« Nous avions déjà été approchés pour leurs évènements à Ottawa et on leur avait dit non. »* En janvier 2005, déjà, l'UNESCO avait demandé à Nouvelle Acropole de retirer le lien vers son site Internet. Le souhait de la Nouvelle Acropole, selon son directeur, n'était que d'encourager les dons pour les victimes du tsunami de décembre 2004. Il semble qu'encore une fois, « la rumeur », comme il l'appelle, ait eu raison des Acropolitains.

COURTOISIE : NEWACROPOLIS.CA

Un logo de la Nouvelle Acropole dans lequel on retrouve celui de l'ONU.

_QLvol15no12.qxd 2/27/08 1:14 PM Page 15

À propos de la Nouvelle Acropole

HISTORIQUE
L'Organisation de la Nouvelle Acropole (OINA) a été fondée en 1957. La branche canadienne date de 1984.

NOMBRE DE MEMBRES
L'OINA revendique plus de 10 000 adeptes. Au Canada, il y a une centaine de membres, dont environ 50 à Montréal. Les membres se nomment des « Acropolitains ».

FORMATION
La formation acropolitaine comporte sept cycles de cours. Denis Bricnet, le directeur de la branche canadienne, n'a pas encore terminé son cinquième cycle.

MISSION
Le défi que s'est donné la Nouvelle Acropole et qui est indiqué sur le site de l'association est *« de passer d'une culture conformiste, qui change en fonction des modes, à la réactualisation des valeurs essentielles de la philosophie, des sciences et des arts, pour trouver une nouvelle dynamique qui nous permette de construire l'avenir »*. Denis Bricnet indique que la Nouvelle Acropole est une École de philosophie à la manière classique. *« Nous faisons la promotion d'un mode de vie »*, indique-t-il.

EST-CE UNE RELIGION ?
Denis Bricnet avoue avoir *« un intérêt pour l'ésotérisme »* mais assure que la pensée acropolitaine *« n'est pas une religion »*. Lors de notre venue dans les locaux de la rue Saint-Denis, nous avons remarqué un atelier de confection de statuettes ésotériques en terre cuite vendues quelques dizaines de dollars.

PHOTO : THOMAS GERBET

La Nouvelle Acropole effectue annonce massivement à Montréal, Ottawa et Toronto. L'organisation est actuellement en cour contre la Ville de Montréal pour affichage illégal.

COURTOISIE : NEWACROPOLIS.CA

Une des publicité pour la Nouvelle Acropole.

RÈGLEMENTS ?
Il existe un document interne mensuel nommé *Le Bastion*, que nous avons pu consulter sans possibilité d'en obtenir une copie. Il y était notamment écrit que les membres doivent *« toujours mettre en avant* [leur] *être acropolitain, pour surmonter les frictions de la personnalité »*. Denis Bricnet assure qu'il n'existe aucun règlement intérieur, sinon quelques principes tacites de respect.

BUDGET
60% du budget de Nouvelle Acropole Canada vient des cotisations (le tarif de base est de 50 $ par mois). Denis Bricnet certifie qu'*« il n'y a pas de dîme »*. Il explique que le prix augmente en fonction de l'implication dans l'association.

Lutte contre les sectes en Occident

ENTRE LAXISME ET « SECTISME »

Officiellement, le Canada ignore ce qu'est une secte. Sans définition légale, la lutte se fait très prudente, voire discrète. En Europe francophone, au contraire, de nombreuses lois restreignent drastiquement la dérive sectaire, jusqu'à rendre publiques des listes d'organisations à la limite de la diffamation. Comparaison de deux extrémismes dans la lutte.

Vanessa GAUVIN-BRODEUR et Thomas GERBET

En 2006, un jugement de la cour suprême de Colombie-Britannique, condamnant à 16 mois de prison ferme la Française Nathalie Gettliffe, défraie la chronique et échauffe la diplomatie franco-canadienne. On reproche à l'ex-épouse du Canadien Scott Grant sa décision de rapatrier ses deux enfants en France sans autorisation légale. Motif invoqué par l'accusée : son ex-mari est membre de l'Église internationale du Christ et elle craint pour la santé physique et psychologique de ses enfants. L'organisation est bel et bien répertoriée comme une secte par la France, mais pas par le Canada. Cette affaire illustre l'opposition entre deux conceptions de la lutte contre les sectes, par deux États occidentaux laïcs.

Le Canada *« ne ressent pas le besoin de créer une loi spéciale concernant les sectes »*, explique Mike Kropveld, président d'Info-secte, un organisme non gouvernemental de documentation et d'information basé à Montréal. Les lois en vigueur sont considérées comme suffisantes pour protéger les citoyens et punir les individus déviants à l'intérieur de ces groupes. La position du Canada est beaucoup plus souple qu'en Europe où certains pays, comme la France et la Belgique, sont moins tolérants face à des mouvements comme l'Église de scientologie, le mouvement raëlien et même vis-à-vis d'organisations dont le sectarisme n'a pas été démontré, comme la Nouvelle Acropole **(Voir article page 14)**.

L'EUROPE FRANCOPHONE RATISSE LARGE

Selon un rapport de la Mission interministérielle française de vigilance et de lutte contre les dérives sectaires (Miviludes) de 1999, *« une secte est une association de structure totalitaire, déclarant ou non des objectifs religieux, dont le comportement porte atteinte aux droits de l'Homme et à l'équilibre social. »* La définition est souvent remaniée par la justice française. Les qualificatifs d'organisation *« hiérarchique, coercitive, à but lucratif »* ont déjà été retenus. En 1995, la commission Gest-Guyard avait été jusqu'à établir une liste décriée de 172 organisations – auxquelles s'ajoutaient les Témoins de Jéhovah – classées comme *« sectes dangereuses »*. La branche française de la Nouvelle Acropole faisait par exemple partie de cette liste.

En Belgique, l'organisation ResistanceS, qui se veut un observatoire de l'extrême droite et des mouvements sectaires, n'a pas hésité à présenter la Nouvelle Acropole comme une *« étrange organisation prônant l'élitisme et l'inégalitarisme* (sic) ». La prévention des dommages psychologiques, monétaires ou physiques des citoyens motive les nombreuses campagnes de mise en garde en France, en Belgique et en Suisse.

Ces dénonciations dépassent les limites de la diffamation, selon plusieurs spécialistes comme Lorraine Derocher, chargée de cours à la Faculté de théologie, d'éthique et de philosophie de l'Université de Sherbrooke et membre du Centre d'études sur les nouvelles religions (CESNUR). Elle pose l'hypothèse que *« les rumeurs de dangerosité qui atteignent les sectes actuellement sont le fruit de pensées racisantes »* qu'elle définit par le concept de « sectisme ».

En octobre 2007, la Miviludes française s'est retrouvée sur la sellette, son président, Jean-Michel Roulet, ayant été mis en examen pour diffamation après avoir accusé les Témoins de Jéhovah d'utiliser à mauvais escient leurs fonds récoltés.

MESURER SON INFORMATION

M. Kropveld, d'Info-secte, précise qu'il faut faire attention lorsqu'on s'attarde à étiqueter une association comme secte : *« Souvent, on accuse sans analyser. Il faut regarder quelles sont les règles les codes, la structure. Demander de l'argent ne fait pas de toi une secte »*, prévient-il, avant d'ajouter que *« les mouvements évoluent et changent, comme les individus »*. Certaines branches d'organisations peuvent en effet développer des pratiques plus sectaires que d'autres. Certaines pouvaient aussi avoir été des sectes et ne plus l'être aujourd'hui – et inversement. D'où la vigilance et la documentation continuelle à laquelle M. Kropveld s'astreint.

Certaines dénonciations recueillies par *Quartier Libre* manquent terriblement de preuves. Par exemple, en ce qui concerne la Nouvelle Acropole, Matthieu Cossu, responsable de Prevensectes en France, indique qu'elle est *« une secte dangereuse, mais on ne s'en rend pas compte »*. Lorsqu'on lui demande sur quoi il se base, il répond : *« Je n'ai jamais reçu de témoignages de quelqu'un de la Nouvelle Acropole, mais j'ai vu des émissions de télévision et j'entends des choses. »*

M. Kropveld concède que *« la France est perçue comme étant plus interventionniste »*, mais il soutient qu'il faut *« évaluer les faits, en regardant le fonctionnement de l'organisation d'une manière globale, sans se concentrer sur quelques critères particuliers »*. Entre l'objectivité, menaçant de tendre vers le laxisme, et la subjectivité, menaçant de tendre vers le sectisme, il y a des organisations qui agissent. Certaines mériteraient d'être laissées tranquilles, d'autres démantelées. Reste à décider lesquelles.

PRÉCISION
Dans l'article La France s'éclate du numéro 11 du Quartier Libre, un encadré concernait les mouvements indépendantistes au Pays-Basque. À propos de l'organisation Batasuna, il était écrit qu'il s'agissait du « bras politique de l'organisation terroriste ETA ». Il aurait fallu lire « considérée comme le bras politique de l'organisation terroriste ETA ». Quant à l'organisation déclarée illégale en 2003, il s'agissait de Batasuna et non d'ETA.

_QLvol15no12.qxd 2/27/08 1:14 PM Page 16

Usage des langues autochtones chez les Premières Nations

EXTINCTIONS DE VOIX

Les résultats du recensement de 2006, rendus publics à la mi-février 2008, soulignent la stabilité relative de l'usage des langues autochtones parmi les Premières Nations. Contestées par certains, ces données suscitent autant d'espoir que de craintes.

Laurent JUVANON

« C'*est une vraie lueur d'espoir !* », commente Mark Abley en découvrant que, chez les membres des Premières Nations, près du quart des jeunes de 15 à 24 ans sont encore capables de communiquer dans leur langue ancestrale. Selon ce journaliste, auteur du livre *Parlez-vous boro ? Voyage aux pays des langues menacées*, les données du recensement de 2006 sont moins sombres que prévu : *« On dirait que beaucoup de peuples du Canada perdent leur langue moins vite que dans les dernières décennies. »*

D'autres observateurs sont moins enchantés par ce dernier recensement. *« Ces chiffres ne nous apprennent rien*, déplore Daniel Wilson, conseiller spécial auprès de l'Assemblée des Premières Nations (APN), *seules deux de nos langues autochtones sont viables à long terme »* Il s'agit du cri, parlé de l'Alberta jusqu'au Québec, et de l'ojibway, répandu dans la région des Grands Lacs et plus à l'ouest. Les autres sont menacées d'une disparition plus ou moins rapide. À noter que l'inuktitut reste lui aussi viable avec 50 % de la population inuit qui déclare le parler à la maison (Statistique Canada).

Résolument critique, Daniel Wilson conteste la fiabilité de l'enquête et doute de l'aptitude des agents du recensement à évaluer la capacité des personnes interrogées à s'exprimer dans une langue autochtone. Son opinion rejoint celle d'Amos Key, un membre de la nation Cayuga qui se bat depuis 25 ans pour la survie de ces langues. Celui-ci souligne les limites d'une enquête boycottée par de nombreux résidants des réserves indiennes.

DIFFICULTÉS À INTERPRÉTER LES CHIFFRES

« Le décompte des autochtones au Canada a toujours été un défi », reconnaît Jean-Pierre Corbeil, spécialiste en chef des statistiques linguistiques de Statistique Canada. Ces données, aussi imparfaites soient-elles, permettent néanmoins de vérifier des tendances connues comme l'usage des langues ancestrales qui demeure peu présent. Ainsi, plus de 70 % des membres des Premières Nations se disent incapables de soutenir une conversation dans l'une d'entre elles.

Seules deux de nos langues autochtones sont viables à long terme

Daniel Wilson
Conseiller spécial auprès de l'Assemblée des Premières Nations (APN)

Des quelque 60 langues autochtones du Canada, bon nombre seraient menacées à des degrés différents. Pour certaines, comme le haida ou le kutenai, parlées en Colombie-Britannique, la situation serait quasi désespérée. *« Pour ces langues très rares, le silence semble de plus en plus inévitable »*, s'attriste Mark Abley.

Mary Jane Norris, démographe au ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien, se refuse à porter un jugement de valeur sur ces chiffres. Elle souligne cependant que ces chiffres sont relativement stables et qu'ils *« suggèrent un engagement continu des Premières Nations dans l'apprentissage, l'enseignement et la transmission de leurs langues traditionnelles aux jeunes générations »*.

Le recensement démontre par ailleurs que pour beaucoup de locuteurs autochtones, la langue parlée n'est pas maternelle, mais seconde. Cette proportion atteint même 40 % pour certaines idiome comptant très peu de locuteurs comme le tsimshian et le tlingit – en Colombie-Britannique. *« Le nombre croissant de locuteurs, de langue seconde s'inscrit dans un processus de redynamisation de la langue »*, précise Mary Jane Norris. *« Cet engouement pour nos langues ancestrales est le signe d'une renaissance en cours que j'observe sur le terrain »*, déclare Amos Key qui considère ce mode de transmission des langues autochtones comme l'une des clés de leur survie.

Cet engouement pour nos langues ancestrales est le signe d'une renaissance en cours que j'observe sur le terrain.

Amos Key
Membre de la nation Cayuga

LE QUÉBEC COMME MODÈLE

Balayant cette solution, Daniel Wilson préfère mettre en avant les revendications de l'Assemblée des Premières Nations : *« Ce dont ces langues ont besoin, c'est d'une protection réelle et appropriée, comme cela s'est fait pour le français au Québec. Elles doivent être utilisées dans nos écoles comme de véritables langues d'enseignement, sous le contrôle des Premières Nations elles-mêmes, à l'aide d'un financement accru. »*

Une opinion partagée par Amos Key, qui souligne que la préservation du trésor linguistique canadien nécessite un véritable effort, à commencer par la conduite d'études approfondies sur les conditions de la transmission de ces langues. Un espoir qui pourrait être comblé en partie : Jean-Pierre Corbeil annonce la publication prochaine de deux grandes enquêtes portant sur les peuples autochtones. Celles-ci devraient permettre de comprendre de façon encore un peu plus approfondie la réalité méconnue des Premières Nations.

Lecture

PETIT COURS DE PROPAGANDE

Sarrah OSAMA

La propagande n'est pas née de l'esprit de Goebbels ou de Staline. C'est aux États-Unis, dans les années 1920, qu'Edward Bernays – neveu de Sigmund Freud et l'un des pères des « relations publiques » – lui a donné naissance. Avec *Propaganda*, réédition de l'ouvrage classique de Bernays paru en 1928, le lecteur voyage aux racines de la manipulation de l'opinion. La présentation de Normand Baillargeon (*Petit cours d'autodéfense intellectuelle)*, rend sa lecture encore plus savoureuse.

En 1919, Edward Bernays ouvre un *« Bureau de relations publiques »* à New York où il se donne le titre de *« conseiller en relations publiques »*. Il s'occupe alors de plusieurs campagnes pour Proctor & Gamble, General Electric et American Tobacco Co. Le professeur-essayiste-philosophe Normand Baillargeon, qui présente l'essai, explique que M. Bernays n'était pas le seul à pratiquer le métier dans les années 1920, mais il était le premier à vouloir *« appuyer sa pratique des relations publiques à la fois sur les sciences sociales [...] et sur diverses techniques issues de ces sciences. »* Il s'inspire de la psychanalyse, avec laquelle il était familier grâce à son oncle Sigmund Freud à qui il vouait une admiration sans bornes. Par exemple, il demanda conseil au psychanalyste Abraham Arden Brill pour bien mener sa campagne visant à amener les femmes à fumer. M. Bernays cherchait aussi à *« fournir un fondement philosophique et politique aux relations publiques et des balises éthiques à leur pratique. »* C'est pourquoi il est scandalisé d'apprendre que Joseph Goebbels, chef de la propagande nazie, avait ses ouvrages dans sa bibliothèque et admirait sa conception de la propagande et des relations publiques.

Bernays a tenté de redonner au terme « propagande » une acception neutre même s'il admet qu'elle demeure toujours une *« manipulation consciente et intelligente des opinions et des habitudes organisées des masses. »* Les relations publiques forment *« un gouvernement invisible »* où une poignée d'individus amènent *« la majorité* [à penser] *dans le sens de ses intérêts. »* L'auteur croit que la propagande est une forme d'éducation des masses dans tous les domaines : politique, économique, scientifique, artistique et même féministe. Selon M. Bernays, la propagande, qui *« crée de l'ordre à partir du chaos »*, ne cessera jamais d'exister. Encore aujourd'hui, rien n'est plus vrai.

Même après 80 ans, l'essai d'Edward Bernays reste d'actualité et montre le pouvoir tentaculaire des firmes de relations publiques. Efficacement mis en contexte par Normand Baillargeon, cet ouvrage explique de façon simple l'implication des relations publiques dans presque tous les domaines et éclaire les procédés de mainmise de la propagande sur tous les citoyens. Une lecture à « propager ».

Propaganda,
Edward Bernays,
Lux éditeur, 2008

_QLvol15no12.qxd 2/27/08 1:14 PM Page 17

Les fanatiques du Macintosh

POMMI-CULTURE

Il existe un culte du Macintosh. À écouter certains utilisateurs de produits Apple, la compagnie aurait pu être fondée pour réaliser l'Éden technologique sur terre. L'iPhone serait un « JesusPhone » et le président Steve Jobs, un gourou visionnaire avec de ferventes ouailles cherchant à « convertir » les pauvres âmes encore sous l'emprise de Windows. Lavage de cerveau ou foi sincère ?

Alexandre CAYLA

« C'est vrai qu'Apple bénéficie d'un appui hors normes de ses utilisateurs, mais il ne faut pas croire que celui-ci s'apparente au sentiment religieux », estime Leander Kahney, rédacteur en chef de *Wired News*, la mouture Web du magazine technologique *Wired*. *« En fait*, poursuit-il, *les utilisateurs de Mac ont un sens de l'autodérision très développé. Les relents de discours religieux ne devraient pas être pris au sérieux. »*

Selon ce féru de Macintosh, l'attachement qu'ont les utilisateurs d'ordinateurs Mac envers Apple est particulier, mais pas unique. *« Il n'est pas rare de voir des gens affirmer leur personnalité à travers des marques. Ce qui est particulier avec Apple, c'est qu'elle a une image de marque très claire et que, comme il s'agit de produits technologiques, les gens se réalisent à travers eux. »* Mais alors, pourquoi les ordinateurs sous Windows n'ont pas autant de fervents supporteurs ? *« Windows n'est pas fait pour le consommateur moyen, il a été conçu pour les entreprises tandis que le Mac est destiné à la consommation de masse avec des applications intégrées »*, pense M. Kahney. Sous Windows, les gens pourront installer des logiciels de photo ou de vidéo par la suite, *« mais l'expérience ne sera pas aussi harmonieuse »*, ajoute-t-il.

ILLUSTRATION : CLÉMENT DE GAULEJAC

Faisant écho aux propos de plusieurs utilisateurs de Mac, Arnaud Bergeron, étudiant en informatique à l'Université de Montréal et utilisateur de Mac de longue date, dit apprécier les ordinateurs d'Apple pour des raisons rationnelles : *« Ils sont tout simplement meilleurs. L'utilisation est plus simple, le système d'exploitation est plus stable et généralement, quand tu achètes un Mac, tu sais qu'il va durer longtemps. »* Selon lui, si les utilisateurs essaient de convaincre leurs amis de se procurer des Mac, c'est parce qu'ils sont satisfaits de leur achat. *« Quand tu aimes un artiste, tu vas le recommander à ton ami »*, illustre-t-il.

APPARTENIR À UNE MARQUE

Selon Jean-Sébastien Marcoux, professeur agréé à HEC Montréal, les communautés de marque sont très réelles : *« Les utilisateurs de Mac vont se définir en opposition aux utilisateurs Windows qui, eux, sont majoritaires. »* M. Marcoux est incapable d'expliquer empiriquement quel est la facteur clé de ce succès ou même par quel processus mécanique le phénomène de la « Mac-mania » se produit. En revanche, il est catégorique : *« Ce n'est pas un accident de parcours, les gens qui gèrent cette marque-là sont des génies. »*

Leander Kahney abonde dans le même sens : *« Ce qui fait d'Apple une compagnie si forte est que Steve Jobs est capable de voir les limites des technologies actuelles et de proposer des produits qui les exploitent à leur plein potentiel. »* De plus, après avoir répondu aux besoins des gens, la compagnie maintiendrait en vie le sentiment de communauté en s'assurant de répondre à leurs questions et en apportant des solutions immédiates. *« Tout comme les communautés religieuses, on s'assure que vous soyez pris en charge et on prend soin de vous, parce que vous appartenez à quelque chose de spécial »*, conclut-il.

Les Sceptiques du Québec face à la question religieuse

LA PASSION DE LA RAISON

Après les politiciens et les citoyens, voici que les scientifiques purs et durs se jettent sur la question religieuse. Cette fameuse question qui engendre tant de débats. Parmi ces promoteurs de la pensée rationnelle : les Sceptiques du Québec. *Quartier Libre* a assisté à leur assemblée générale.

Cécile DELPORTE

Fondée il y a 21 ans, l'association des Sceptiques du Québec compte environ 400 membres. Son objectif est officiellement de *« promouvoir la pensée critique et la rigueur scientifique dans le cadre de l'étude d'allégations de nature pseudo-scientifique, religieuse, ésotérique ou paranormale »*. Dix fois par année, les Sceptiques organisent des conférences autour de thèmes variés comme l'éthique, l'écologie, l'économie, ou encore les produits de consommation. Depuis un peu moins de cinq ans, un nouveau thème est apparu, jusque-là tabou : la religion.

OSER CRITIQUER LA RELIGION

Les Sceptiques du Québec s'inscrivent dans le courant actuel de questionnement scientifique des croyances religieuses. Même si Louis Dubé, président de l'association, souligne que *« les sceptiques ont toujours parlé de religion »*, on ne peut que constater qu'ils se permettent désormais d'aborder ouvertement le sujet, et ce, depuis la parution, il y a quatre ans, du dossier « Scepticisme et religion » dans leur revue, *Le Québec sceptique*. Le prochain numéro de ce magazine sera même entièrement consacré à ce sujet en avril.

Selon M. Dubé, pour la majorité des membres de son association, la religion est *« une croyance comme une autre, sujette à vérification »* et à laquelle on peut appliquer la démarche sceptique. Il rappelle que *« la science ne peut pas dire si Dieu existe ou non »*, mais qu'elle peut cependant remettre en question certains mythes que les religions font passer pour des faits. *« Dès qu'une religion fait des assertions sur la réalité qui ne sont pas valables aux yeux de la science, nous* [les] *contestons »*, insiste François Filiatrault, membre du conseil d'administration des Sceptiques.

LA DÉMARCHE SCEPTIQUE FACE AUX CROYANCES

Denis Hamel, auteur d'un article sur la religion à paraître dans le prochain numéro de *Québec sceptique*, explique que la démarche de l'association *« consiste à étudier la cohérence des croyances religieuses, l'originalité des documents supportant ces croyances et le fait qu'elles ne soient pas contradictoires avec la connaissance scientifique actuelle »*.

Ainsi, M. Hamel nous explique que scientifiquement, le déroulement chronologique de la genèse tel qu'il est présenté dans la bible est invalide ; il est en effet impossible que les plantes aient été créées le troisième jour, alors qu'elles ont besoin du soleil qui, lui, a été créé le quatrième jour.

M. Hamel critique aussi le fait que certaines croyances religieuses ne soient pas *« conformes avec les droits de l'Homme »*, précisant au passage que ce point n'engage que lui. Il remet en question, par exemple, les textes religieux qui vont à l'encontre de l'égalité homme-femme. Ainsi, dans le Lévitique (chap. 12), une femme qui enfante une fille est considérée comme « impure » plus longtemps (deux semaines) que si elle accouche d'un garçon (une semaine), sans aucune justification.

UNE QUESTION SENSIBLE

Certains membres réclament que l'organisation prenne position sur les débats de société. Pour l'heure, M. Dubé reste opposé à cette idée, tout comme la majorité des membres des Sceptiques, leur laissant tout de même la possibilité de le faire en leur nom : *« Je ne suis pas farouchement opposé à ce que les Sceptiques prennent position sur les grands principes de "démocratie, justice, liberté et laïcité", mais j'estime que ce n'est pas là leur rôle. »*

La conférence du jeudi 13 mars prochain portera sur le récent ouvrage de Lorraine Derocher *Vivre son enfance au sein d'une secte religieuse*. Toutes les conférences se tiennent au Centre St-Pierre, 1212 rue Panet, Montréal et commencent à 19 heures. Le prix d'entrée est 10 $ pour les non-membres.

La science ne peut pas dire si Dieu existe ou non.

Louis Dubé
Président de l'association des Sceptiques du Québec

_QLvol15no12.qxd 2/27/08 1:14 PM Page 18

Catastrophe nucléaire de Tchernobyl (1986)

AVOIR 20 ANS À TCHERNOBYL

Quand on l'a rencontré, il buvait une bière en terrasse. Notre conversation l'a intrigué. Que pouvions-nous faire dans ce bled ukrainien, situé au nord de Kiev ? *« Je parie que vous êtes journalistes. Et que vous faites un reportage de plus sur Tchernobyl. »* En plein dans le mille.

Laure NOUALHAT
Agence de presse étudiante mondiale (APEM)

Roman Klymenok a 27 ans, le regard frondeur, les cheveux noirs bouclés retenus par un élastique. Il vit à Slavutych, une ville construite en 1989 pour reloger les habitants de la zone contaminée suite à l'explosion de la centrale nucléaire de Tchernobyl. Ici, l'ombre du « nuage » plane, mais personne n'en parle. C'était il y a 22 ans.

Tous les matins, à 7 h 30, Roman fume sa première cigarette sur le quai de la gare. Il attend son train pour aller travailler. Destination : Tchernobyl. Aujourd'hui encore, le site grouille de monde. Sur les quatre réacteurs, un seul a disparu dans la catastrophe de 1986, les autres ont fonctionné jusqu'en 2003. Et plus de 3 000 personnes continuent d'y travailler pour tout démanteler. *« On y passe deux semaines, puis on part se reposer 15 jours en zone propre »*, explique Roman, comme si c'était parfaitement naturel.

Pour lui, ça l'est. *« Je suis un enfant de Tchernobyl. J'avais six ans quand la centrale a explosé. Mes parents vivaient à 70 km à l'est* [de la ville]. *Comme ce jour-là le vent soufflait à l'ouest, on a été relativement épargnés. Mais on a quand même reçu des doses. De l'iode radioactif surtout. »* De cet iode 131 qui, en se fixant sur la thyroïde, provoque des maladies. Notamment le cancer de la thyroïde, devenu « maladie officielle » de Tchernobyl depuis que des milliers de cas ont été recensés.

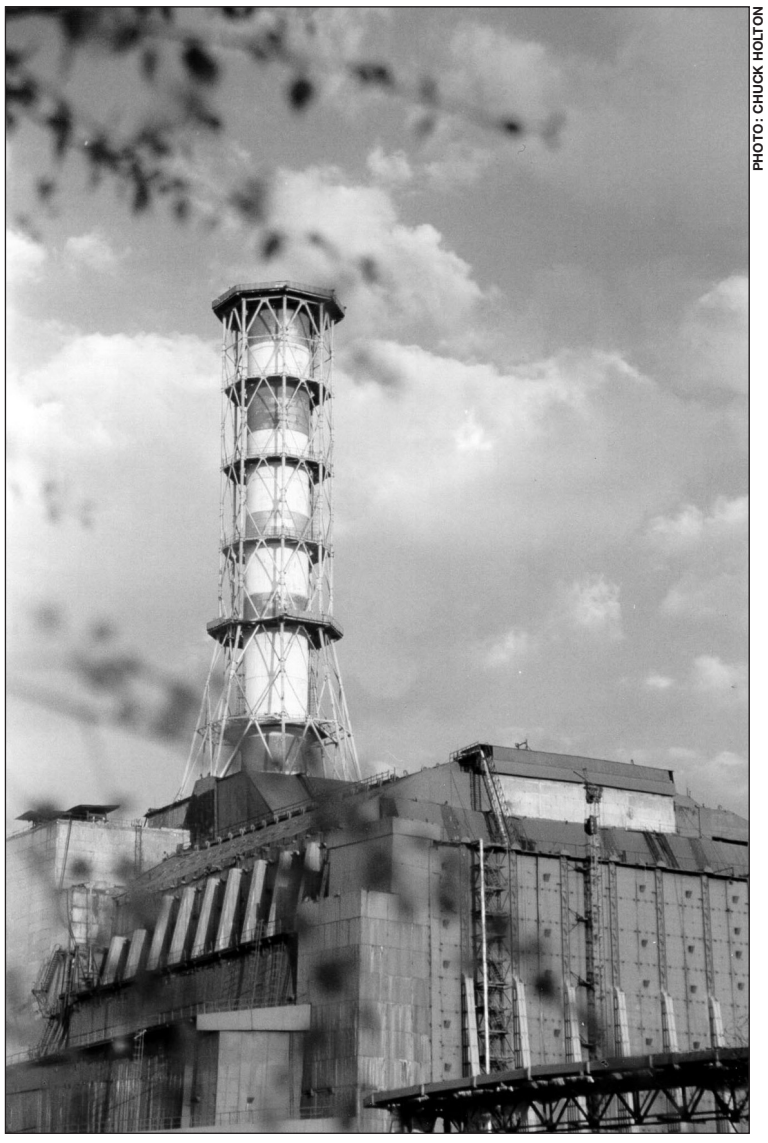


PHOTO : CHUCK HOLTON

Le 26 avril 1986, le réacteur nucléaire de la centrale de Tchernobyl explose. Les retombées radioactives toucheront la plupart des pays européens.

Le bilan réel et définitif reste impossible à établir. *« À l'époque, ça nous a bien fait marrer d'entendre dire que le nuage s'était arrêté aux frontières de certains pays européens ! Un rire noyé de larmes, puisque beaucoup d'entre nous en sont morts. »* Roman, comme les autres, a eu sa part de problèmes. *« Bien sûr que j'ai été opéré de la thyroïde,* dit-il avec un air de défi dans les yeux. *Je me suis refait une santé en France, en me rendant chaque année dans une famille d'accueil. »*

Depuis, le français occupe une place importante dans sa vie quotidienne : Roman est interprète. Trait d'union entre la population locale et les expatriés venus participer à la consolidation du sarcophage, il vit un peu entre deux mondes. D'un côté, une Ukraine en pleine modernisation, désireuse d'entrer dans l'Europe, mais encore marquée par le souvenir d'un système soviétique garantissant un travail pour tous. De l'autre, le monde occidental et ses excès. *« L'écart de salaire entre les Européens et leurs homologues ukrainiens est énorme, ça crée quelques tensions. »*

Quand je dis que je viens de Tchernobyl, ça jette un froid ! J'ai parfois l'impression que les gens s'éloignent comme si j'avais une maladie contagieuse.

Autre source de malaise : la crainte de contamination. *« Quand je dis que je viens de Tchernobyl, ça jette un froid ! J'ai parfois l'impression que les gens s'éloignent comme si j'avais une maladie contagieuse. Certains sont plutôt intrigués, intéressés. D'autres ont peur pour moi, parce qu'ils ne savent pas. »*

Selon Roman, *« même s'il y a quelques précautions à prendre »*, vivre du côté de Tchernobyl n'est pas forcément dangereux. La région est truffée de forêts, d'étangs, de bras de rivières – le Dniepr n'est pas loin. Mais dans cette nature prodigue où poussent baies et champignons, la mort rôde, invisible. Les particules contenant du césium – qui restera radioactif pendant encore trois siècles –, ont été assimilées par la terre et les végétaux, puis ont intégré la chaîne alimentaire. *« Mieux vaut ne pas manger de légumes issus de cette campagne,* concède Roman, *sauf que c'est trop bon ! Le césium que j'absorbe, je l'élimine en faisant du sport, par la sueur, en buvant du thé vert et du vin rouge. »* Bien sûr, le gaillard sait bien que ces remèdes ne valent pas grand-chose, mais il préfère ne pas y penser. Il raconte, en bombant le torse, qu'il est en pleine forme, qu'il se roule dans la neige en sortant du sauna l'hiver, qu'il est robuste. Et qu'il n'y a que des journalistes pour s'inquiéter de la vie en territoire contaminé.

ANNONCE SPÉCIALE

ATTENTION : Étudiants Étrangers

Avez-vous un permis de séjour étudiant?
Voulez-vous devenir résident permanent canadien?
Quelle que soit votre situation, nos professionnels en immigration peuvent vous aider!

Résidence permanente - Parrainage - Investisseurs - Citoyenneté - Réfugiés/humanitaire - Aides familiales - Permis de travail - Permis de séjour étudiants/visiteurs

APPLIQUEZ DÈS AUJOURD'HUI POUR DEVENIR RÉSIDENT PERMANENT CANADIEN!

Pour plus d'information, appelez-nous pour une consultation confidentielle.

514 499-8082

Conseil d'Immigration Canadien
400, rue Saint-Jacques Ouest, bureau 500, Montréal (Québec) H2Y 1S1
www.immigrationcouncil.com

_QLvol15no12.qxd 2/27/08 1:14 PM Page 19

LA PEUR DE L'UNIFORME

Racisme, homophobie, xénophobie... le constat des ONG occidentales est alarmant. À la veille des élections présidentielles russes à l'issue prévisible, *Quartier Libre* s'est penché sur les liens qui unissent le pouvoir russe et les groupes extrémistes.

Vanessa GAUVIN-BRODEUR

En Russie, le « *tchiornye* » et l'homosexuel ne sont pas à leur place. « *Tchiornye* » désigne tout ce qui n'est pas slave ou tout ce qui ne mérite pas de l'être, comme les immigrants, aux dires de certains groupes extrémistes. En 2008, à la veille des élections présidentielles, l'homophobie et la xénophobie constituent deux enjeux importants pour la société russe dont le pouvoir du Kremlin ne semble pas prendre conscience.

Le 25 mars 2006, Liana Sisoko, d'origine russo-malienne, était attaquée au couteau par deux jeunes ayant tracé une croix gammée et les mots « *skinheads... C'est nous* », près du lieu du crime. « *L'augmentation du nombre d'incidents de ce genre est très nette* », rapporte Anne Sainte-Marie, responsable des communications de la branche franco-canadienne d'Amnistie internationale. Le nombre de meurtres officiellement déclarés comme étant de motivation ethnique a plus que doublé entre 2005 et 2007, rapporte l'organisation de défense des droits humains Human Rights Watch, passant de 31 à 67 pour l'ensemble de la Fédération russe.

Les crimes à caractère haineux restent souvent impunis et les organisations occidentales œuvrant pour la paix sonnent, depuis déjà longtemps, l'alarme qui devrait mettre fin à cette situation. « *Les pouvoirs publics n'ont pas combattu de façon satisfaisante le racisme et la discrimination dont souffraient certaines personnes en raison de leur appartenance ethnique ou de leur orientation sexuelle* », signalait Amnistie internationale dans son rapport annuel de 2007 sur la Russie.

Des actes aux décisions politiques, il n'y a qu'un pas : le maire de Moscou, Iouri Loujkov, a interdit le défilé de la fierté gaie, une décision confirmée le 26 mai 2006 par un tribunal de la capitale russe, un jour avant la date prévue du défilé.

PHÉNOMÈNE *SKINHEAD* ET PASSIVITÉ POLICIÈRE

Depuis 2006, toute tentative de manifestation de fierté gaie dans les rues de Moscou s'est soldée par des actes violents de la part de groupes extrémistes et des arrestations de manifestants. Les journalistes et observateurs occidentaux présents ont tous rapporté avoir vu des groupes *skins* et des fondamentalistes orthodoxes agresser physiquement, sous l'œil attentif des policiers, des manifestants gais. « *En ce qui concerne l'homosexualité, la société russe n'a jamais reconnu ce droit-là. La Russie a voulu faire une transition, mais on ne peut pas changer* [les mentalités] *du jour au lendemain* », explique Luc Duhamel, professeur de politique russe à l'UdeM.

PHOTO : DAVE PYLE

14 avril 2007 : arrestation d'opposants politiques à Vladimir Poutine. Pour 2 000 manifestants, il y a 7 000 policiers.

PHOTO : EYKO

Les *skinheads* sont une partie intégrante de la jeunesse russe, et la presse xénophobe issue du mouvement, comme les revues *Pod Nol* (« La boule à zéro ») ou *Bieloe soprotivlenie* (« Résistance blanche ») circulent librement. Les homosexuels et les « *tchiornye* » ont du mal à réclamer justice. « *Les skins bénéficient de la passivité ou de la protection des policiers* », souligne Yves Bourdillon, journaliste couvrant l'ex-URSS et le Proche-Orient pour le quotidien économique français *Les Échos*. Les forces de l'ordre sont soupçonnées d'avoir des tendances racistes, ou du moins d'accepter de fermer les yeux face au problème : « *Les skins font en fait le travail que les policiers ne peuvent pas faire eux-mêmes* », constate Frédérick Lavoie, journaliste québécois indépendant établi à Moscou. Les ONG elles-mêmes dénoncent la situation : « *Les policiers commettent des violations des droits humains en grand nombre et on leur reproche extorsions, arrestations, tortures et mauvais traitements arbitraires envers les étrangers* », accuse Mme Sainte-Marie

Les skins bénéficient de la passivité ou de la protection des policiers.

Yves Bourdillon
Journaliste couvrant l'ex-URSS et le Proche-Orient pour le quotidien économique français Les Échos

LE NATIONALISME DE POUTINE MIS EN CAUSE

Le président Vladimir Poutine ne semble pas réagir face à cette violence. Serait-elle encouragée par le pouvoir du Kremlin ? « *On voit d'un côté le gouvernement se démarquer des plus hystériques, sanctionner quelques coupables et dénoncer l'extrémisme dans ce domaine* », mentionne M. Favarel-Garrigues, enseignant et chercheur pour l'Institut d'études politiques (IEP) et coauteur de l'ouvrage *Criminalité, police et gouvernement : trajectoires post-communistes* (2003). « *D'un autre côté,* ajoute-t-il, *la promotion du patriotisme, ainsi que l'adoption de lois floues sur le terrorisme et l'extrémisme, encouragent, au niveau local, des pratiques de haine.* »

Le gouvernement issu du parti Russie unie de Poutine semble se donner une raison pour expliquer son manque d'intervention : « *Les idées xénophobes sont diffusées dans la société russe, qui se voit comme une forteresse assiégée entre impérialisme occidental, menace islamiste et pression migratoire chinoise* », explique M. Favarel-Garrigues.

Cette promotion patriotique se retrouve également dans ce que les observateurs occidentaux appellent « *les jeunesses poutiniennes* » soit le mouvement de jeunes Nachi (« Les nôtres ») acquis à la cause de Vladimir Poutine, voire même l'idolâtrant. Rassemblant parfois plus de 100 000 sympathisants lors de manifestations de soutien au président (le nombre total des membres est estimé à 10 000), ces adolescents rejettent littéralement tout opposant potentiel de l'actuel dirigeant et défendent des intérêts ultra nationalistes : « *Ces jeunes rêvent d'un pays qui retrouve une grande puissance et jouent un rôle de propagande assez spectaculaire* », rappelle Yves Bourdillon, « *mais ils ne sont pas xénophobes ou racistes* », précise Frédérick Lavoie.

« *Nachi est davantage la branche radicale de l'anti-occidentalisme de Poutine. Ils sentent que les pays européens ne les respectent pas et usent d'un nationalisme plus défensif qu'offensif* », note le journaliste québécois. « *Il y a des gens qui vont contre notre intérêt national et nous ne nous gênons pas pour exprimer notre opinion* », expliquait Nikita Boronikov, un commissaire fédéral de Nachi, lors d'une entrevue pour Radio-Canada en novembre 2007.

UNE « RUSSIE UNIE » POUR TOUS?

Les violences extrémistes en Russie constituent « *des situations isolées* », selon Alexy Lisenkov, attaché de presse de l'ambassade russe à Ottawa. Il assure pourtant que le gouvernement est en train de prendre toutes les précautions face à la situation. Quant aux policiers violents, il soutient qu'ils seront punis.

M. Lisenkov affirme, par ailleurs, ne pas avoir lu le dernier rapport d'Amnistie internationale. Si le chiffre des agressions envers les étrangers a augmenté, « *c'est parce que de plus en plus d'étrangers s'installent en Russie* ». Quand on lui demande si les homosexuels sont respectés en Russie, il répond : « *tous les points de vue sont acceptés* », avant d'avouer que, « *peut-être, cela n'était pas le cas dans l'URSS* ».

En 2002, la Douma – chambre basse du parlement russe – adopte une loi qui condamne les activités extrémistes. Le futur président réussira-t-il à abolir les mouvements haineux ? Dmitri Medvedev « *a la réputation d'être plus libéral que l'entourage de Poutine, mais il reste à savoir comment vont se diviser les pouvoirs entre président et premier ministre après son élection* », se questionne M. Favarel-Garrigues. « *Je serais très surpris qu'il change grand-chose. Je pense qu'il n'aura pas beaucoup de marge de manœuvre puisqu'il sera sous la domination de Poutine. Qu'est ce que le pouvoir a à gagner en matière de droits humains, si ce n'est l'estime de quelques intellectuels occidentaux ?* », conclut Yves Bourdillon. À partir du 3 mars, les premiers pas du duo Medvedev-Poutine, devraient être attentivement scrutés.

_QLvol15no12.qxd 2/27/08 1:14 PM Page 20

Adagio pour un gars de bicycle

CINÉASTE OUBLIÉ

Valérie SIMARD

Du cinéma direct, ce courant de documentaire basé sur la captation du réel, on connaît Pierre Perrault, Michel Brault et Gilles Groulx. On se souvient peut-être des *Raquetteurs* et de *Pour la suite du monde*. Mais, de René Bail et des *Désœuvrés* ? Très peu. Véritable hommage à ce cinéaste méconnu, *Adagio pour un gars de bicycle* contribue à rafraîchir la mémoire collective.

René Bail est au cinéma direct ce que Ryan Larkin est au cinéma d'animation : une figure oubliée qu'un jour, un jeune cinéaste a voulu réhabiliter (*Ryan*, de Chris Landreth). Réalisé par Pascale Ferland, *Adagio pour un gars de bicycle* est plus qu'un documentaire sur l'œuvre d'un cinéaste. C'est aussi un film sur la vie d'un homme humble au destin tragique. En 1972, à l'âge de 40 ans, René Bail est victime d'un accident de moto qui lui laisse des brûlures au troisième degré sur plus de la moitié de son corps. Il survit et il survivra une seconde fois lorsqu'un cancer s'installera dans les plaies chroniques provoquées par ses brûlures. La chirurgie en viendra à bout. Jusqu'au 9 octobre 2007, jour où René Bail décède des suites d'un cancer généralisé.

PHOTO : CINÉMATHÈQUE QUÉBÉCOISE

René Bail dans *À tout prendre* de Claude Jutra, 1963.

La maladie de René Bail n'est que la toile de fond du documentaire de Pascale Ferland (*L'Arbre aux branches coupées, L'Immortalité en fin de compte*). Au cœur du film, on en retrouve une autre, *Les Désœuvrés*, tourné à Pine Hill par René Bail en 1958, avec un budget d'à peine 1 000 $. *Les Désœuvrés* a été le premier long métrage de fiction québécois à faire appel à des acteurs non professionnels et surtout, le premier à ne pas occulter leur parler populaire.

René Bail ne sera cependant jamais satisfait de son film. Il affirme sans gêne que le mixage final et une partie du montage devraient être refaits. Disparues, les bandes sonores du film n'ont été retrouvées qu'en 2003 à la Cinémathèque québécoise. René Bail entreprend alors de terminer son film, en compagnie du cinéaste et producteur Richard Brouillette. La touche finale sera portée en 2007. Quelques mois avant sa mort, le cinéaste a l'occasion de présenter la version définitive de son film aux Rendez-vous du cinéma québécois.

UN PASSIONNÉ

En le voyant replonger dans son film, l'on comprend que la passion du cinéma ne l'a jamais quitté. Patient et minutieux, il ressort ses vieux appareils de montage pour la pellicule. Entre deux séances, il raconte son enfance, ses débuts de cinéaste et sa passion de la moto qui a vite fait de lui le « motocycliste de service » auprès de ses collègues cinéastes en quête de figurants.

On perçoit rapidement la flamme et le courage qui animent ce cinéaste autodidacte, lequel a écrit un scénario de 1 600 pages pour une trilogie sur les « gars de bicycle » qui ne verra jamais le jour. Fin dosage d'entrevues et d'extraits de films, *Adagio pour un gars de bicycle* est bercé par la musique de Ravel et les pièces originales d'André Ristic. La musique, le cinéma et la littérature étaient un refuge pour René Bail, une façon pour lui de fuir la solitude dans laquelle il était, en quelque sorte, condamné.

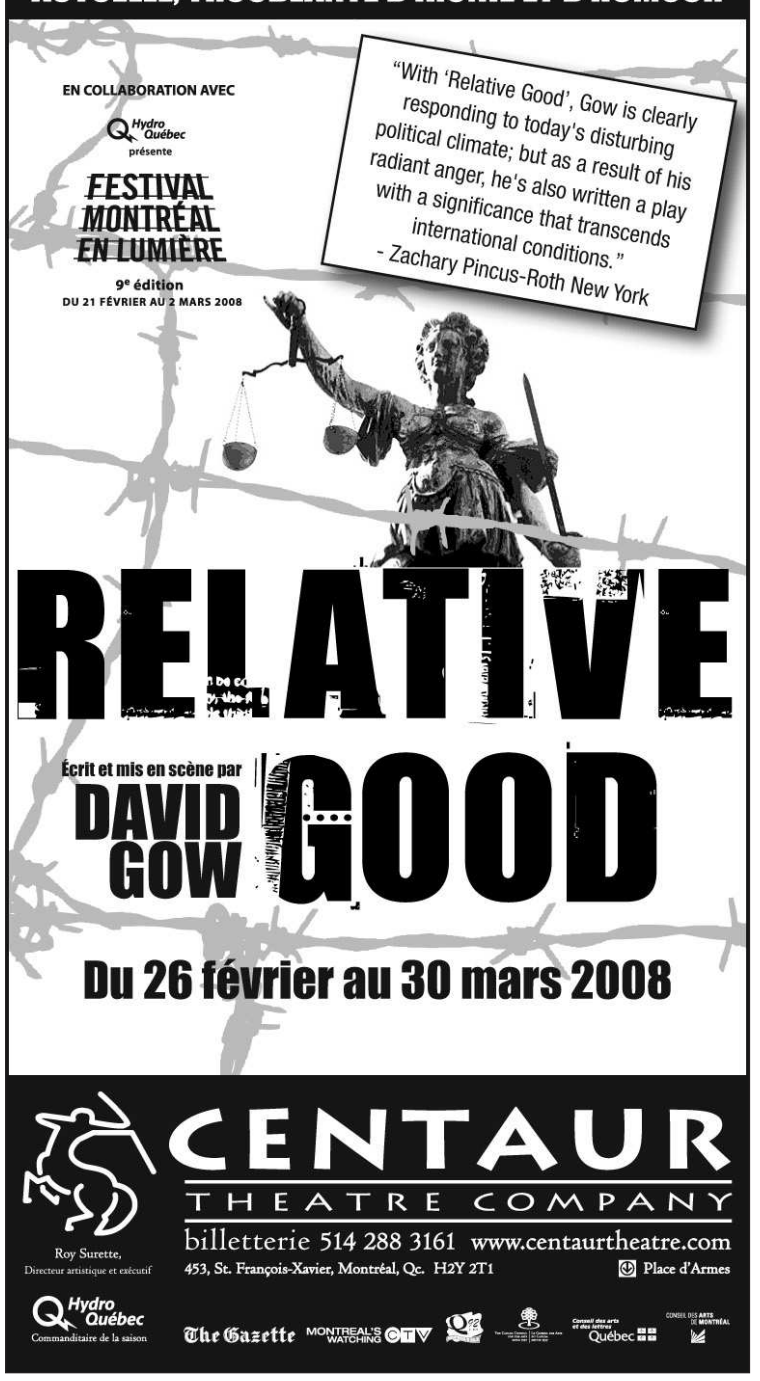
Il évoque à quelques reprises ce « maudit accident » qui l'a défiguré. À cet égard, le premier contact avec René Bail est difficile. Impossible de faire abstraction de son visage lacéré de brûlures et impossible de détourner le regard. Il est là, on le voit et on l'accepte. Soudainement, on ne voit plus ce visage blessé par le feu. On découvre un homme drôle, sensible et attachant. On a envie d'aller frapper à la porte de son appartement pour lui faire un brin de jasette. Mais, malheureusement, le film arrive trop tard. René Bail est déjà parti. Au moins, il ne sombrera pas totalement dans l'oubli.

Adagio pour un gars de bicycle,
Pascale Ferland,
en salle le 29 février.

UNE PIÈCE AVEC
LA SÉCURITÉ NATIONALE
EN TOILE DE FOND

Un citoyen Canadien d'origine Syrienne, entré légalement aux États-Unis, est détenu à l'immigration par le département de la sécurité intérieure comme « personne d'intérêt ». Privé de ses droits et ne connaissant pas les charges portées contre lui, l'homme doit se fier aux actions héroïques de son épouse et de son avocat pour se battre contre les mesures injustes du gouvernement.

ACTUELLE, TROUBLANTE D'IRONIE ET D'HUMOUR



Soyez futé.
Faites-vous suspendre.

C'est si simple de mettre votre service Internet de Bell en suspens durant l'été et de le réactiver à l'automne. Et c'est gratuit[1].

Septembre venu, Bell se charge de vous rebrancher pour que vous soyez fin prêt à naviguer. Aucun souci, aucune attente.

De plus, simplifiez la reconnexion de votre service et courez la chance de gagner 500 $[2].

Pour plus de renseignements, visitez **bell.ca/faitesvoussuspendre.**

bell.ca/faitesvoussuspendre

(1) Le client doit réactiver son service avant le 30 septembre 2008, sinon des frais mensuels de 10 $/mois seront facturés pour chaque mois où le compte était suspendu. (2) Aucun achat requis. Concours ouvert aux résidents du Québec et de l'Ontario ayant atteint l'âge de la majorité dans leur province de résidence. Le concours se déroule du 25 février 2008 au 4 août 2008. Au total, vingt (20) prix sont à gagner. Les tirages auront lieu hebdomadairement entre le 2 juin 2008 et le 4 août 2008. Le nombre de prix diminuera à mesure qu'ils sont attribués pendant le concours. Règlement complet disponible au bell.ca/faitesvoussuspendre.

_QLvol15no12.qxd 2/27/08 1:14 PM Page 21

Rencontre avec les Éditions de ta mère

ENFANTS TERRIBLES

Fondées en 2005 par trois étudiants en littérature, les Éditions de ta mère n'ont que faire des sentiers battus. Leur règle d'or ? Publier des textes qui repoussent les limites de la littérature. Fini le temps de la censure à des fins commerciales. Finie la publication de textes gentils qui ressassent les mêmes clichés. Rencontre avec des jeunes éditeurs qui se battent bec et ongles pour le changement.

Patricia ROY

Rachel Sansregret, Maxime Raymond et Guillaume Cloutier se rencontrent alors qu'ils étudiaient la littérature au Collège Lionel-Groulx, à Montréal. Désireux de publier leurs écrits, ils s'impliquent alors dans la revue littéraire du cégep. Rapidement, le trio constate que l'approche conservatrice de la revue ne correspond en rien à leur vision de la littérature. Quelques années plus tard – alors que Rachel et Maxime sont inscrits en littérature à l'UdeM et à l'UQAM – les trois amoureux des lettres n'ont toujours pas trouvé d'espace de création reflétant véritablement leur vision de la littérature. Après des années de recherches vaines, les trois compères passent au mode action et mettent sur pied leur propre maison d'édition. C'est en 2005 que les associés donnent naissance aux Éditions de ta mère.

PHOTO : MAXIME RAYMOND

Rachel Sansregret, Guillaume Cloutier et Maxime Raymond, fondateurs des Éditions de ta mère.

POURQUOI TA MÈRE ?

« Le nom vient d'une vielle joke *»,* explique Maxime Raymond qui, amusé, se souvient de certaines réactions lors du premier lancement intitulé « On lance ta mère ». *« Il y a des gens qui croyaient qu'on était des punks »,* se souvient-il en rigolant. Mais malgré ses allures déjantées et son ton parfois irrévérencieux, le collectif est bien loin de prendre son travail à la légère. *« Une fois qu'on ouvre la couverture d'un de nos livres, ça devient très sérieux »,* assurent les collaborateurs qui croient dur comme fer au potentiel de leurs auteurs.

Le mandat premier de l'entreprise se résume à offrir une tribune aux jeunes écrivains qui, par leur plume, repoussent les limites de la littérature. Aucune exigence au niveau du genre, du style ou de la forme. Pour ces jeunes éditeurs, ce qui importe, c'est la recherche stylistique. *« On veut de l'audace. Les codes convenus ne nous intéressent pas »*, explique Maxime, directeur artistique de l'organisation. Répondant à une demande évidente, les trois associés s'étonnent encore du nombre de textes qu'ils reçoivent à des fins de publication. *« Bien que la plupart des demandes viennent d'ici, il nous est arrivé de recevoir des manuscrits de France, du Japon… Nous avons même reçu le travail d'un Égyptien qui nous suppliait de le publier. Il disait que nous étions son dernier espoir »,* raconte Rachel, directrice générale des Éditions.

On n'a pas d'autre mandat que celui de publier ce qu'on aime

Les membres des Éditions de ta mère

LES VIEILLES FILLES DE TA MÈRE

Si l'entreprise est partie de la volonté de trois étudiants, elle commence aujourd'hui à faire sa place dans le milieu de la microédition montréalaise. Fortes de trois publications, les Éditions de ta mère participent également à certains événements culturels. Leur présence au salon Expozine en novembre 2007 ainsi que leur participation au Festival Voix d'Amérique leur ont permis de prendre connaissance du travail des autres petites maisons d'édition et de rencontrer leur public. Entrevoyant la littérature comme espace de rencontre, le trio organise des soirées événementielles où artistes de la scène et auteurs sont appelés à collaborer. C'est d'ailleurs ce qui s'est produit lors du lancement du premier livre de Maxime Raymond, *Je pense que ce recueil s'adresse à toi*, où ce dernier lisait des passages de son recueil sur la musique improvisée d'un guitariste, d'un violoniste et d'un musicien de *noise*. Ayant des idées plein la tête, l'équipe aspire à repousser encore plus loin son exploration du médium. Un de ses souhaits est de publier des textes littéraires québécois qui ont été relégués aux oubliettes. *« Ça pourrait porter le nom des* Vieilles filles de ta mère », lance Rachel sur le ton de la blague. Autre aspiration du groupe : collaborer avec d'autres petits éditeurs de la francophonie afin de constater ce qui se fait ailleurs pour ensuite le publiciser au Québec.

« Côté passager, la ville glisse sur ma fenêtre. Un rêve gris ; l'esprit s'égare. Il doit y avoir, assise quelque part dans le train, une fille qui aime les robots. Perdue dans son univers, elle se croit seule alors elle se cache. Elle se croit invisible alors elle se tait. Et moi, je voudrais oser lui dire qu'elle est belle. Allez, je lui dis. Tu es belle. » (Extrait de *Les plus belles filles lisent du Asimov*, de Simon Charles.) Entremêlant versification, narration et jeux langagiers, le livre de Simon Charles revisite la déchéance amoureuse en proposant une œuvre émouvante qui n'a rien à voir avec les sempiternels maux d'amour. Les deux autres livres publiés chez les Éditions de ta mère, deux recueils de poésie, explorent eux aussi les possibilités de la versification, en se penchant tantôt sur des enjeux actuels, telle la vision des Américains, tantôt sur des aspects métaphysiques. *« On n'a pas d'autre mandat que celui de publier ce qu'on aime »,* conclut le groupe qui souhaite pouvoir continuer encore longtemps son implication auprès de la relève, afin de faire découvrir aux gens d'ici des trésors de littérature.

Internet

Les Concerts à emporter de la Blogothèque

MUSIQUE À REGARDER

Depuis avril 2006 et à raison d'un chapitre par semaine, Vincent Moon et son équipe écrivent l'histoire des Concerts à emporter. L'idée est simple : filmer des musiciens qui jouent n'importe où dans la ville. Et la ville, c'est le plus souvent celle du réalisateur : Paris. Les artistes, ce sont ceux qu'il aime bien et qui sont de passage dans la capitale.

Charlotte HORNY

« Les situations des Concerts à emporter sont des accidents chez les artistes qu'on suit », résume l'équipe sur une des pages du site. En effet, parmi les 83 Concerts à emporter (CAE) disponibles jusqu'à présent, on peut voir le groupe Beirut qui tente désespérémment de trouver un bar pour y installer ses quatorze musiciens, le temps d'une chanson. Il y a aussi Malajube dans le métro à l'heure de pointe, jouant « La monogamie » au milieu de voyageurs respectant trop bien le stéréotype des Parisiens blasés. Ou encore les musiciens d'Architecture in Helsinki organisant un chœur avec une poignée de fans, des passants et les habitants d'un immeuble qui avaient accepté que le groupe branche son ampli chez eux.

DE LA MUSIQUE DANS LA RUE

Hébergés par la Blogothèque – un blog français consacré à la musique en général – les CAE relèvent de la simple envie de Chryde, l'un des créateurs du blog, de filmer des groupes en train de jouer. Le projet, confié à Vincent Moon, prend alors la forme d'une balade dans la ville durant laquelle l'artiste va jouer plusieurs de ses morceaux. Pour le réalisateur, l'enjeu est double : l'aventure musicale d'abord, mais également le désir de filmer la ville et d'évoquer notre rapport avec elle. *« Paris n'est jamais bien filmée »*, juge Vincent Moon, *« il y a plein de choses que j'avais envie de montrer »*. On se retrouve en effet dans une ville de bouts de rue anonymes, de cages d'escaliers et d'appartements d'amis. Aujourd'hui, il semble avoir fait le tour et d'autres villes du monde accueillent les CAE, comme New York – pour Au revoir Simone, entre autres – ou tout récemment, Bamako au Mali, la ville de Sidi Touré. Ce choix de lieu a aussi un impact sur les performances des artistes : *« des musiciens qui ne connaissent pas leur environnement, c'est plus excitant, parce qu'ils sont davantage suceptibles de péter un câble »*, constate Vincent Moon.

Ces vidéos sont aussi l'occasion d'une rencontre entre musiciens et citadins, devenus public malgré eux. *« Nous attendons que la musique attire ceux qui n'avaient pas demandé à la rencontrer »* est-il écrit dans le commentaire d'une des vidéos (CAE 73). Parfois, l'alchimie ne se fait pas, mais dans d'autres cas, la rencontre peut être magique. Comme lors de cette intrusion de A Hawk and a Hacksaw : un accordéon et un violon, dans un parc rempli d'enfants qui se mettent à suivre les deux musiciens puis à les écouter, immobiles et silencieux.

MONTRER DES ARTISTES SANS FÉTICHISME

Les vidéos sont également expliquées, parfois jugées. En effet, elles ne sont pas mises en ligne nues et décontextualisées. Elles s'inscrivent toujours dans une narration, dans laquelle l'équipe des CAE décrit l'état d'esprit des artistes, les circonstances de chaque morceau ou son propre avis sur la performance. Ainsi, certains Concerts à emporter sont annoncés peu convaincants, pas très réussis. Mais, pour Vincent Moon, *« c'est intéressant de montrer aussi ce qui ne marche pas »*. Il ne veut pas faire la promotion des artistes et souhaite entretenir un *« rapport toujours critique »*. C'est pourquoi personne n'a jamais investi d'argent dans le projet : *« des labels nous contactent maintenant, mais de ne pas rentrer dans un jeu d'argent nous permet de garder notre ligne éditoriale »,* assure-t-il.

En ce moment, les Concerts à emporter attirent 4000 visiteurs uniques journaliers du monde entier en moyenne. *« Et ça monte tout le temps... »,* précise Chryde, le webmestre de la Blogothèque. Le concept pourrait débarquer un jour à Montréal, mais rien n'est encore décidé.

www.blogotheque.net/concertaemporter

_QLvol15no12.qxd 2/27/08 1:14 PM Page 22

Fermeture du Café L'Utopik

L'ESPRIT D'ESCALIER

Le Café L'Utopik n'est plus. À la mi-décembre, ses habitués ont subitement trouvé porte close. Ouvert il y a six ans à l'angle des rues Berri et Sainte-Catherine, cet endroit, qui faisait suite aux cafés Backgammon puis Ludik, avait pour mandat d'offrir à tous un lieu de réunion. Que l'on se rassure, le café rouvrira ses portes début mars, dans le même esprit, mais sous le nom de « L'Escalier ».

Philippine de TINGUY

Les nombreux conflits internes et la mauvaise gestion de L'Utopik (552, rue Sainte-Catherine Est) se sont soldés par sa fermeture à la fin de l'année 2007. C'est l'organisme à but non lucratif Amour et Bouffe qui chapeautait, en plus du café, l'auberge adjacente, ainsi que des appartements situés à proximité. Claude Leduc, le président, possédait même une ferme, d'où devaient provenir certains produits servis à L'Utopik, ce qui n'était pas le cas, selon le témoignage des employés.

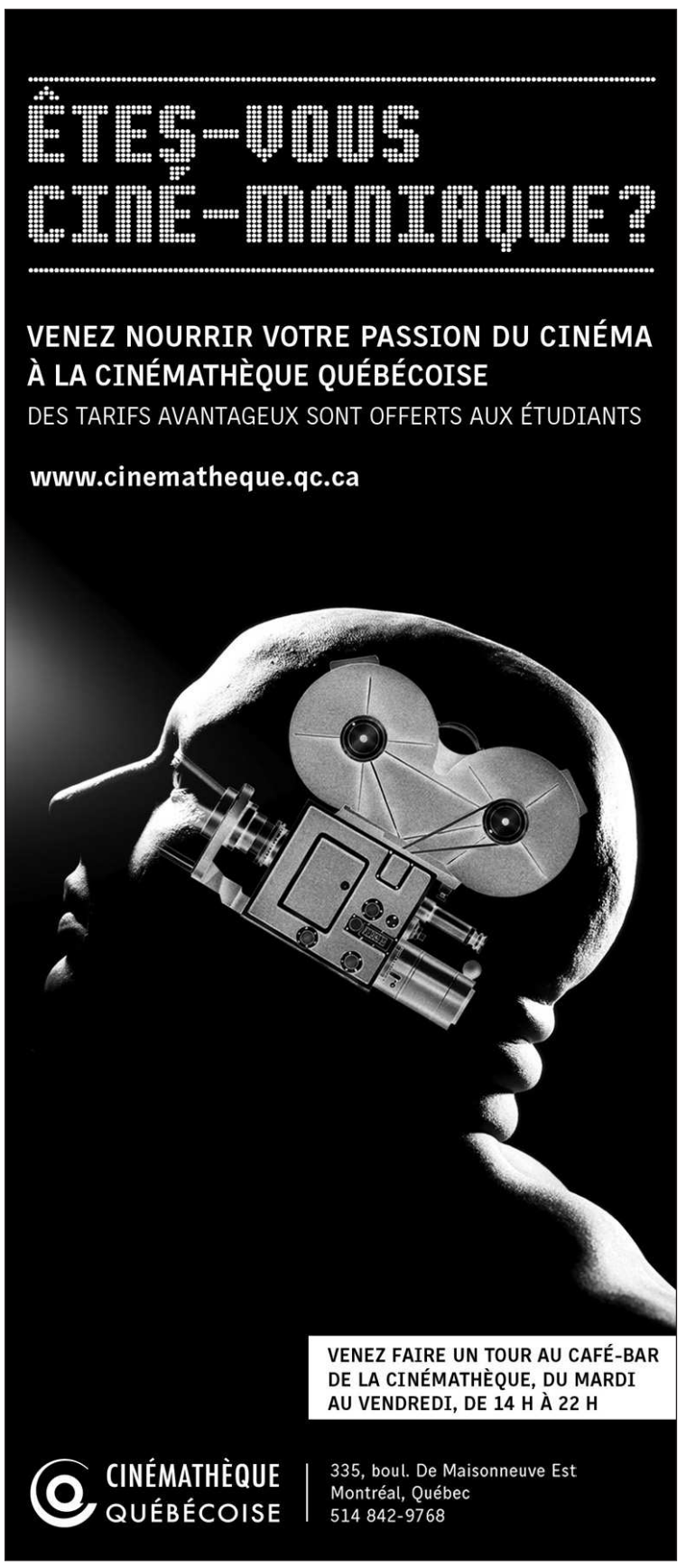
Tous ces lieux avaient une vocation sociale : accueillir les gens de passage souhaitant s'investir à court ou long terme dans l'organisme. Le café abritait nombre de regroupements, comme Québec Solidaire, ou encore un collectif d'échecs. La clientèle fidèle était surtout constituée d'artistes et d'étudiants, tous amoureux des locaux et de l'ambiance. Organisé comme un appartement, chacune des pièces était différente, des murs aux meubles. Andréane Coutu, copropriétaire d'un salon de coiffure et habituée des lieux raconte : *« Tout était bon à L'Utopik ; le café du matin, la soupe à la citrouille le midi, la bière sur la terrasse le soir. L'endroit était super chaleureux. »* Elle confie avoir perdu un petit bout de chez elle : *« Cela faisait six ans que j'allais au Café. C'est triste, je n'ai pas trouvé d'endroit où je me sens aussi bien. »*

D'après l'un des anciens gérants, Alexandre Harvey, *« le lieu était devenu plus qu'insalubre »*. À force de détruire pour réaménager les locaux, plus rien n'était conforme aux normes. Toujours selon lui, il n'était pas rare de voir, dès l'ouverture le matin, des matelas à même le sol ; le café était devenu un squat la nuit venue. Brigitte Desjardin, serveuse à L'Utopik, confirme : *« On était une bande de hippies, on avait du fun, mais on n'a pas su gérer. »*

BOÎTE À MAUVAISES SURPRISES

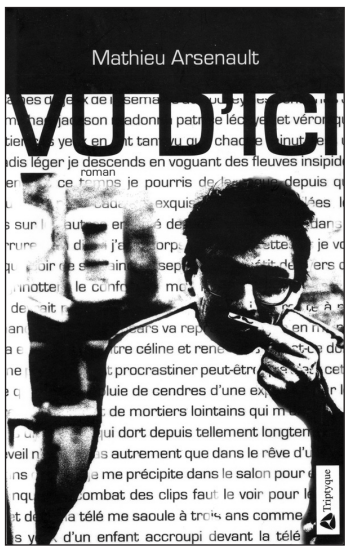
La principale raison de la fermeture du café est le net problème financier qui planait sur les biens d'Amour et Bouffe. Bon nombre d'employés n'ont pas obtenu leur dû et sont partis sans prime et parfois même sans leur dernier salaire. Dans un coin du café traînait une boîte de Pandore, dans laquelle étaient accumulées factures impayées et lettres de recouvrements. Beaucoup de fournisseurs ne livraient plus pour cause de non-paiement. Le café ne semblait pas aller trop mal jusqu'au jour où la boîte fut ouverte. *« Claude nous disait de ne pas y toucher. La première lettre que j'ai lue était une lettre du gouvernement comme quoi L'Utopik lui devait beaucoup d'argent. Ça a été la première d'une longue liste »*, explique Alexandre.

Au moment de la fermeture, Véronique Amoni et Fred Guntzburger, Français immigrés à Montréal depuis quelques années, cherchaient justement à ouvrir un lieu à vocation sociale. Retapé et embelli, le café « L'Escalier » remplacera L'Utopik, reprenant les mêmes ingrédients que son ancêtre : la nourriture biologique, la programmation artistique sept jours par semaine et l'accueil des associations. Un petit changement de décor est pourtant à prévoir : deux pièces seront réaménagées en salon de thé oriental. *« Le café s'améliore tout en gardant la même énergie »*, soutient Brigitte Desjardin, qui fera partie de la nouvelle équipe d'employés. L'Escalier ouvrira ses portes au début du mois de mars, aucune date officielle n'étant fixée pour le moment. Un concert est cependant déjà prévu : Yvan et Franz, duo musical, le 14 mars. Des expositions, contes et autres spectacles suivront.



Lecture

IMMOBILE FACE AU CHAOS



Marie-Michèle GIGUÈRE

Commentée, auscultée, décortiquée, la télévision est constamment l'objet de réflexions, de commentaires – de colères même. Que ce soit à l'aune de la raison, du galvaudé « gros bon sens » ou de l'intérêt public, nombreux sont ceux qui ont, un jour, cru pertinent de nous faire part de leurs perspectives sur le petit écran. Mais lorsque Mathieu Arsenault visite l'espace qui sépare l'homme du téléviseur, il est simplement guidé par son humanité, avec toute l'humilité que cela implique. *Vu d'ici*, son second livre, irradie de la beauté des choses vraies dites simplement et intelligemment.

Fascinant amalgame de souvenirs d'enfance, de relents de culture populaire et de réflexions, le roman fréquente l'essai, mais surtout la poésie. Dans une prose où les signes de ponctuation se distillent au compte-gouttes, les longues phrases de Mathieu Arsenault marquent tranquillement le rythme de notre aliénation à la fois personnelle et collective. Dans des envolées évoquant Nelligan ou Steinbeck, Mitsou ou *Watatatow*, elles tracent les lignes de la triste inertie du téléspectateur, exploration qui rend futile tout jugement, toute tentative moralisatrice.

Après des *« années de Disney à penser que les gentils sont ceux qui gagnent et que les méchants sont laids et perdent à la fin »*, sommes-nous encore capables de nous indigner ? Savons-nous seulement nous émouvoir du sort de l'autre ? Et à quoi riment tous ces destins qui défilent devant nous, soir après soir, sur nos écrans ? Les questions que soulève *Vu d'ici* resteront pour certaines sans réponses. Cependant, l'habileté avec laquelle elles sont évoquées sert un propos très juste, que l'on n'avait jamais entendu, même si l'auteur soutient le contraire : *« À la télé toute la soirée on se téléphone et on se tire dessus moi je n'ai pas de pistolet personne ne m'appelle et ce que j'écris est complètement dépassé parce que les gens sont tellement habitués de lire des scènes cinématographiques passionnantes avec des gens qui se disent des choses graves que si je faisais un scénario pour la télé ce ne serait pas un succès parce qu'il y a juste un personnage qui se parle tout seul tout le temps et c'est totalement irréaliste qu'on puisse se parler comme ça tout seul »*.

Vu d'ici, Mathieu Arseneault, Éditions Tryptique, 2008.

_QLvol15no12.qxd 2/27/08 1:14 PM Page 23

Rétrospective d'animation japonaise à la Cinémathèque québécoise

LES SOURCES DE L'ANIME

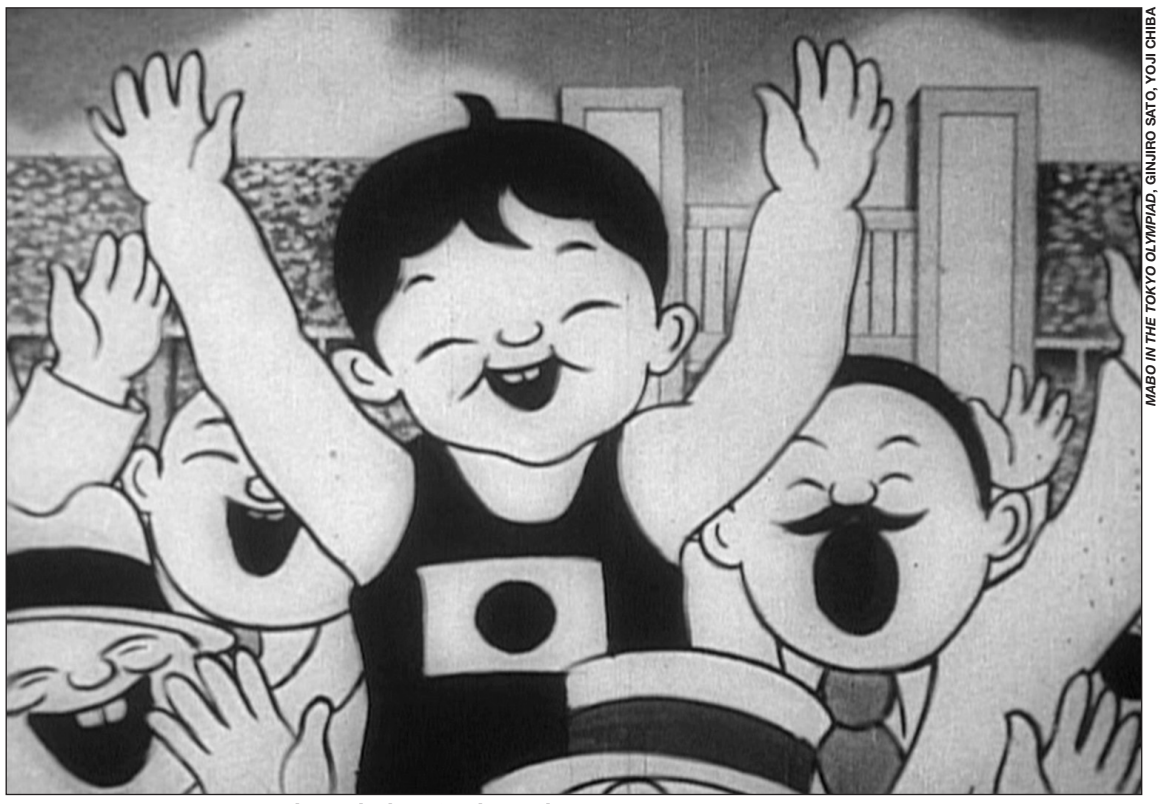
La Cinémathèque québécoise s'associe au Centre national du film de Tokyo en proposant une rétrospective du cinéma d'animation japonais des premiers temps. Avec 53 films programmés, la manifestation a pour ambition de faire découvrir une période méconnue de l'animation japonaise, qui s'étale de 1924 à 1952.

Benjamin LÉON

Quand on demande à Marco de Blois, conservateur de l'animation à la Cinémathèque québécoise, de revenir sur la mise en place du projet *Aux sources de l'anime : L'animation japonaise (1924-1952)*, il évoque une initiative très personnelle : *« Je fais partie d'une génération qui associe l'animation japonaise à l'industrialisation de la production et la pauvreté esthétique qui l'accompagne durant les années 1980. J'avais envie de montrer au public qu'il existe aussi une animation japonaise riche et variée, dont la connaissance nous est malheureusement difficile. »* La rétrospective, dont la mise en place a nécessité un long travail de recherche, tente de montrer comment l'animation Japonaise d'aujourd'hui, appelée communément « anime » et découlant directement du manga, se confronte à l'influence du passé. Un lien ténu et fragile que la Cinémathèque cherche à rétablir : *« À mon sens, l'une des fonctions d'une Cinémathèque est de continuellement secouer l'ordre du patrimoine cinématographique mondial afin d'en faire tomber les films les plus rares et les plus inattendus »,* ajoute Marco de Blois.

DE TOKYO À MONTRÉAL

Il s'agit de la première diffusion de cette envergure hors du Japon. La principale raison concerne les questions d'ordre linguistique. Si certains films de la rétrospective sont muets, ils n'en comportent pas moins des cartons d'intertitres qu'il est préférable de traduire pour la compréhension. Enfin, la relative vétusté de certaines copies implique la confection de nouveaux tirages qui demandent une retranscription de la langue originale : *« Il n'est pas rare que la transcription, initialement en langue japonaise, ne survive pas aux pellicules classiques. Par conséquent, nous devons réintroduire la transcription originale avant d'en effectuer sa traduction dans une autre langue »,* note Akira Tochigi, commissaire de la rétrospective et conservateur au Centre national du film de Tokyo. Le coût de la traduction est d'ailleurs l'une des raisons pour lesquelles seulement 13 films de la rétrospective vont bénéficier d'un sous-titrage directement sur pellicule. Cependant, la Cinémathèque québécoise a prévu un système de sous-titrage électronique qui va permettre au public de suivre la majorité des programmes en français et en anglais. Le contournement de telles difficultés pour offrir des conditions de visionnement optimales n'aurait pas été possible sans l'étroite collaboration de la Cinémathèque québécoise avec son homologue japonais, le Centre national du film de Tokyo. Cette rétrospective est la première coopération entres les deux structures qui souhaitent poursuivre leur travail par d'autres initiatives. *« Elle s'inscrit dans un partenariat à valeur d'échange culturel. L'année prochaine aura lieu à Tokyo une rétrospective du cinéma d'animation québécois »,* rapporte Marco de Blois.



MABO IN THE TOKYO OLYMPIAD, GINJIRO SATO, YOJI CHIBA

Plusieurs films présentés à la Cinémathèque dans le cadre d'*Aux sources de l'anime : L'animation Japonaise (1924-1952)* n'étaient jamais sortis du Japon.

D'un côté il y a la production de Kyoto. Elle s'inscrit dans la tradition du film d'arts martiaux [adapté pour l'animation]. De l'autre il y a la les studios de Tokyo davantage tournées vers le drame et la comédie sophistiquée.

Akira Tochigi
Conservateur du Centre national du film de Tokyo

La rétrospective s'inscrit dans un partenariat à valeur d'échange culturel. L'année prochaine aura lieu à Tokyo une rétrospective du cinéma d'animation québécois.

Marco de Blois
Conservateur de l'animation à la Cinémathèque québécoise

PRINCESS BAGDAD, IWAO ASHIDA

SOUS LE SIGNE DE L'HISTOIRE

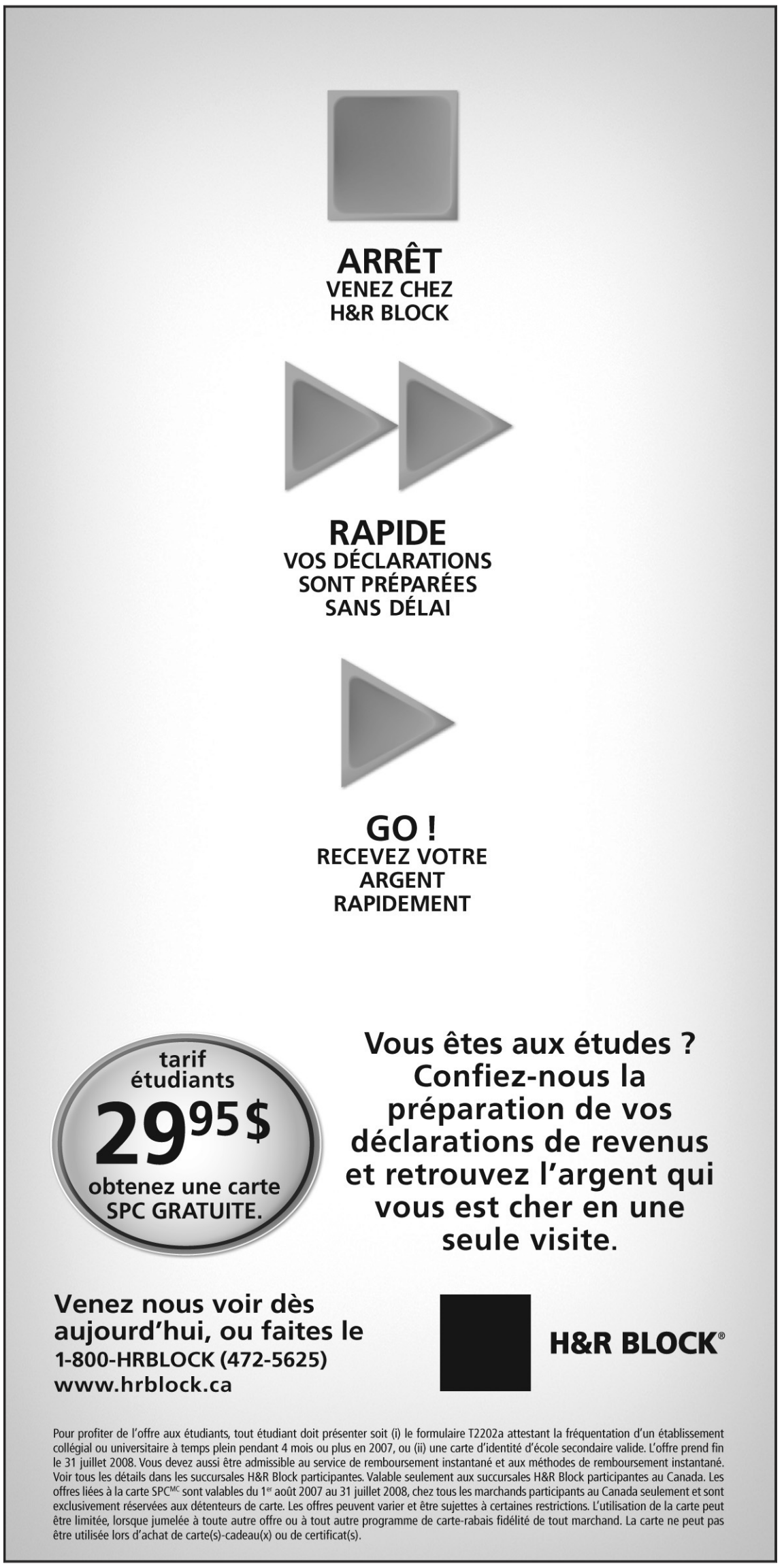
La programmation élaborée suit l'axe historique pour rendre compte des spécificités de l'animation japonaise : *« Ce qu'il y a d'intéressant avec cette rétrospective, c'est qu'il s'agit également d'une histoire du Japon »,* rapporte M. de Blois. La rétrospective est organisée autour de plusieurs parcours thématiques : du cinéma muet à l'essor de la production ; de la mainmise progressive de l'état sur le cinéma dans les années 1930 à la période trouble de l'occupation d'après-guerre. *« En 1923, le tremblement de terre de Kanto a frappé Tokyo et a détruit les films antérieurs à cette date. Et 1952 marque l'entrée du Japon dans son indépendance après le retrait des troupes américaines »,* constate Akira Tochigi. Les parcours s'annoncent riches et variés et permettent d'observer les grandes tendances qui s'en dégagent. Durant les années 1920, Akira Tochigi note deux axes dans le cinéma d'animation : *« D'un côté il y a la production de Kyoto. Elle s'inscrit dans la tradition du film d'arts martiaux* [adapté pour l'animation]. *De l'autre il y a les studios de Tokyo, davantage tournés vers le drame et la comédie sophistiquée. »* Le commissaire Akira Tochigi donnera une conférence le 29 février à 14 h à la Cinémathèque.

Aux sources de l'anime : L'animation japonaise (1924-1952),
du 27 février au 5 avril,
Cinémathèque québécoise.

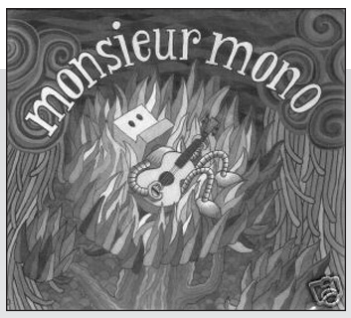
_QLvol15no12.qxd 2/27/08 1:14 PM Page 24

BARMAN / MAID
SERVEUR / EUSE

Cours et emplois
(*1981)
rabais Internet
www.ecoledesmaitres.com
514-849-2828
1-800-561-1781



Musique



MONSIEUR MONO

Petite musique de pluie

(Audiogram)

Monsieur Mono, c'est le projet d'un seul homme, le réalisateur musical accompli Éric Goulet, leader du groupe Les Chiens et de feu Possession Simple. Après son excellent premier effort *Pleurer la mer morte,* paru en 2005, il revient avec un album au titre évocateur : *Petite musique de pluie.* Petite musique, puisque dans ce nouvel opus sur lequel on retrouve une collaboration avec Ariane Moffatt, l'on découvre un univers réconfortant, lumineux et plus léger. Mais aussi pluvieux : les nuages ne se sont pas complètement dissipés depuis *Pleurer la mer morte*, et l'amour fait encore mal, mais de façon plus anecdotique et moins viscérale. En fait, on pourrait dire que, cette fois, l'amour rend songeur. Des textes soignés, matures, avec une touche de naïveté, que Goulet nous chante avec sa voix pleine de chaleur comme s'il murmurait des berceuses, dans un enrobage de cordes, de guitare acoustique, de piano, de synthés et de sonorités plus électro. Des chansons musicalement impeccables, tant par leurs arrangements que par leur enregistrement, mais qui ne prennent pas complètement leur envol. Parfois un peu redondantes, elles manquent du mordant des Chiens. *Petite musique de pluie* est davantage fait d'instants que d'histoires. Chaque morceau a son univers distinct et captivant. Sans aucun doute, Monsieur Mono est l'anti-crooner par excellence, et c'est ce qui fait sa force.

(Julie BRUNET)

PLANTS AND ANIMALS

Parc Avenue

(Secret City Records)

Il lui aura fallu trois ans et deux E.P. avant de sortir un premier album, au nom sincèrement montréalais de *Parc Avenue*. Plants and Animals, trio d'étudiants en musique à Concordia, signe cet opus indie-folk sur l'étiquette Secret City Records, suivant ainsi les traces de son cocitadin Patrick Watson, dont il a d'ailleurs fait quelques premières parties.

Les balades de Warren C. Spicer, Matthew Woodley et Nic Basque dépassent souvent les six minutes et n'hésitent jamais à briser le rythme établi. Parfois mélancoliques dans leurs envolées – comme la pièce centrale « À l'orée des bois », qui n'a de francophone que le titre et la voix intrigante d'une fillette – les morceaux sont avant tout colorés d'énergies étonnantes. Plants and Animals semble avoir digéré toutes sortes d'influences : de Grizzly Bear à Devendra Banhart, du country aux musiques traditionnelles africaines (« Mercy » et surtout « Guru »), jusqu'au petit goût d'Arcade Fire porté par la présence de la violoniste Sarah Neufeld.

Malgré cet éclectisme qui fait la marque de fabrique de Plants and Animals (et celle de toute la faune et la flore de Montréal, finalement), *Parc Avenue* reste un album cohérent, à la fois audacieux et facile à apprivoiser. Presque trop soigné pour faire un tabac. On l'écoutera devant sa porte, une fois la douceur revenue, aux abords de l'avenue qui a failli perdre son nom, de préférence entre le mont Royal et la rue Van Horne. **(Julie DELPORTE)**

HOT CHIP

Made in the Dark

(EMI)

Made in the Dark est le troisième album du quintette électropop londonien Hot Chip. Il fait suite à *The Warning*, dont le succès « Over and over » a été dansé un peu partout sur la planète. Le groupe n'a rien perdu de son sens du rythme et de son indéniable créativité, mais il faut quelques écoutes pour apprécier pleinement ce troisième effort. Hot Chip est influencé par plusieurs genres musicaux, ainsi les chansons sont plutôt hétéroclites.

La bande d'Alexis Taylor et de Joe Goddard part en lion et allume la piste de danse avec les trois premières chansons. « Out at the pictures » surprend avec ses percussions lourdes et sales alors que les cassures de« Shake a fist » nous signalent que les deux leaders étaient DJs avant de former le groupe. Il est par la suite difficile de résister au refrain entraînant de « Ready for the floor ».

Parmi les autres bonnes chansons, il y a « Hold On », dont les rythmes africains et les guitares rappellent Talking Heads, et « Wrestlers » qui témoigne des influences hip hop de Hot Chip. Mais d'autres pièces, inspirées du R&B américain, détonnent du reste de l'album. De ces « chansons pour chambre à coucher », on retiendra seulement la piste finale, « In the privacy of our love », et la pièce titre. Attendons de voir comment ils insèreront ces morceaux plus relaxants en concert, le 15 avril prochain au Métropolis.

(Nicholas LAVALLÉE)

_QLvol15no12.qxd 2/27/08 1:14 PM Page 25

La ligue d'improvisation en danse contemporaine

AVENTURE IMPRUDENTE

Élitiste, la danse contemporaine ? Les Imprudanses, ligue d'impro-mouvement fondée il y a trois ans, veut prouver le contraire. Marie-Ève Albert, créatrice de la ligue, et Geneviève Gagné, improvisatrice, racontent ce concept de plus en plus populaire.

Valérie MANTEAU

La jeune danseuse et chorégraphe Marie-Ève Albert veut *« faire sortir la danse des salles à l'italienne »* pour la porter à la rencontre du grand public. *« Notre mandat*, résume Geneviève Gagné, organisatrice de la ligue, *c'est de dédramatiser la danse. On veut montrer qu'elle peut être rafraîchissante. C'est plus théâtral, plus ludique aussi »*. En 2004, inspirée par le succès des matchs d'improvisation théâtrale, Marie-Ève Albert a réuni de jeunes danseurs fraîchement sortis des principales écoles de danse de Montréal. Depuis cette année, un dimanche par mois, les matchs ont lieu au Café de l'Usine C pour un 5 à 7 qui fait café comble. Pour la Nuit Blanche, le 1er mars, elle pousse le concept jusqu'au bout de la nuit, avec quatre matchs de 22 h à 2 h du matin.

À partir du modèle de la Ligue nationale d'improvisation (LNI), les Imprudanses ont largement évolué au fil des saisons. *« On ne fonctionne plus nécessairement avec des mots, mais avec des canevas plus souples, parce que la danse est plus abstraite que le théâtre »*, explique Geneviève Gagné. Marie-Ève Albert confirme que les Imprudanses ont adapté le concept des matchs d'improvisation en s'appropriant des structures de temps et d'espace propres à la danse, mais ont gardé l'interactivité avec le public, qui fait son succès. *« Les spectateurs peuvent proposer des thèmes, ils ont un pouvoir sur le déroulement du tournoi, ils votent »*, résume-t-elle. Elles se disent prêtes à aller plus loin dans la participation du public. *« On voudrait s'inspirer des jeux vidéo comme Guitar Hero, faire une sorte d'Imprudanses Hero, où le spectateur jouerait à son tour »*. Surtout, *« le lieu joue beaucoup pour se faire connaître*, insiste Geneviève Gagné, *on a investi des lieux de passage, comme le Café de l'Usine C, pour attraper un public de curieux »*.

La Nuit Blanche (1er mars) sera l'occasion d'ouvrir les Imprudanses à d'autres arts. Associées au festival Temps d'Images, les improvisations seront alors captées, mixées et projetées pendant le tournoi. Le but, affirme Marie-Ève Albert, c'est *« d'aller chercher les néophytes »*, ceux qui ont peur de *« ne pas comprendre »* la danse contemporaine : *« cette question-là ne se pose pas dans les matchs d'impro, parce que c'est plus ludique. Le public est beaucoup plus diversifié que dans les salles traditionnelles, il y a mêmes des enfants... Au début, je connaissais les spectateurs, c'étaient des amis, des gens du milieu. »* Aujourd'hui, elles bénéficient d'une certaine image de marque : *« j'ai remarqué que les gens venaient super bien habillés, c'est comme leur B. A. culturelle du dimanche »*, pense la danseuse.

PHOTO : KARINE CLOUTIER

La ligue des Imprudanses compte trois équipes et 25 danseurs.

CATALYSEUR DE LA CRÉATION

La jeune créatrice se réjouit du succès des Imprudanses, son *« bébé »*, comme elle le dit fièrement. Pour elle, ce projet d'étudiante est devenu à la fois une passion artistique et une école de gérance : aujourd'hui, la ligue compte trois équipes et 25 personnes. Un défi pour ces jeunes qui n'ont jamais eu leur propre compagnie. Une quatrième équipe sera intégrée à la prochaine saison. Idéalement, Marie-Ève Albert aimerait pouvoir en vivre, et se consacrer totalement au développement de ce concept créatif. Elle donne déjà des formations en improvisation dans les écoles, pour des jeunes de 7 à 9 ans. Selon elle, c'est une bonne initiation à la notion de groupe. Les matchs sont aussi, pour les danseurs, une occasion de pratiquer, une bonne vitrine, et *« l'occasion d'essayer de nouveaux mouvements »*. La chorégraphe peut y rencontrer des interprètes *« dans leur gestuelle »*, ce qui débouche parfois sur des projets de spectacles. Geneviève Gagné, qui danse dans l'équipe des Rouges, confirme que les Imprudanses sont un catalyseur de la création : *« c'est l'occasion de créer devant les gens, de prendre des risques, de se mettre en situation de survie »*. L'occasion d'être imprudent.

Les Imprudanses pendant la Nuit Blanche, le 1er mars, au Café de l'Usine C, de 22 h à 2 h. Match de 5 h à 7 h, le dimanche 30 mars.

PHOTO : VIRGINIE DESLOGES

Marie-Ève Albert, créatrice des Imprudanses.

On ne fonctionne plus nécessairement avec des mots, mais avec des canevas plus souples, parce que la danse est plus abstraite que le théâtre.

Geneviève Gagné
Membre-organisateur et improvisatrice

_QLvol15no12.qxd 2/27/08 1:14 PM Page 26

CULTURE

Bande dessinée

RETOUR VERS FUTURO

Julie DELPORTE

En 1972, Florence Cestac et Étienne Robial, graphistes mais surtout chineurs passionnés sur les marchés aux puces, reprennent, presque par hasard, la seule boutique parisienne spécialisée en bande dessinée. Ils la nomment Futuropolis, inspirés par le titre d'une histoire d'anticipation de René Pellos (1937). Ils ne connaissent humblement rien à la librairie, mais deviennent petit à petit un foyer de révolution pour dessinateurs. Jacques Tardi, Enki Bilal, ou encore Edmond Beaudoin y publient leurs premières œuvres, se libérant des codes d'un neuvième art alors institué en albums de 48 pages cartonnés en couleur (les 48CC, pour les intimes). Chez Futuropolis, qu'ils soient grands et mous ou en format à l'italienne, les livres de cette maison d'édition d'autodidactes sont invariablement *« inrangeables dans une bibliothèque »*.

Voir publier l'histoire d'une maison d'édition par une autre maison d'édition – Dargaud – pourrait intriguer les néophytes du monde de la BD. C'est que le « Futuro » d'aujourd'hui – racheté par Gallimard, abandonné puis repris il y a trois ans – n'a plus grand chose à voir avec celui des années 1980. D'où l'intérêt, justement, de raconter sa *Véritable histoire*. Qui s'y colle ? Florence Cestac : cofondatrice, maquettiste, emballeuse, livreuse, photograveuse, traductrice, attachée de presse et bien sûr, auteure de cette atypique aventure.

La Véritable histoire de Futuropolis est narrée tour à tour par sa dessinatrice et par Harry Mickson, la mascotte de la maison, sorte de flageolet informe coiffé d'un béret. On y retrouve le fidèle ratier, acheté en solde par le couple Cestac-Robial pour aboyer sur tout ce qui bouge ; et quelques unes des 80 personnes ayant travaillé de près ou de loin pour le compte de Futuro. Usant des « gros nez » qui caractérisent à la fois son style et son visage, l'auteure d'origine normande est, dans ces pages, désarmante de modestie et d'autodérision. Elle ne se sert de l'autobiographie que pour soutenir l'histoire de Futuropolis, bien trop liée à la sienne pour l'en écarter. C'est d'ailleurs peu après que son couple se soit effondré que la maison coule elle aussi, en 1994. Ici s'arrête le livre de Florence Cestac : la suite des événements – la reprise du nom Futuropolis en 2005 par Gallimard et Soleil Productions – il s'agirait de la « fausse histoire ».

Caustique et passionnant, *La véritable histoire de Futuropolis* est généreusement didactique. Pour une nouvelle génération de lecteurs passionnés, la bande dessinée indépendante européenne était née sous le sceau d'une autre maison d'édition : L'Association. Avec ce petit

cours d'histoire, Florence Cestac rend à Futuro ce qui lui appartient et institue L'Association comme son digne successeur. Tant mieux, car nous avions failli l'oublier.

Des premières éditions Futuropolis, il restera avant tout une charte graphique hors du commun, signée Étienne Robial. Celui qui a habillé plusieurs chaînes de télévision, dont Canal + et M6, est aujourd'hui le directeur artistique du film d'animation collectif *Peur(s) du Noir*, qui sort ce mois-ci en France, réunissant Blutch, Charles Burns et quelques autres pointures. Florence Cestac, quant à elle, continue de dessiner des gros nez (*La fée Kaca*, *Tous citoyens*), loin des nouvelles éditions Futuro.

La véritable histoire de Futuropolis (1972-1994), Florence Cestac, Dargaud.

Théâtre

La femme d'avant

À FLEUR DE PEAU

On n'oublie jamais les amours d'été. Au fond du cœur, elles restent gravées. Et le temps n'y peut rien changer. On n'oublie jamais les amours d'été.

Johnny Farago dans la chanson « Les amours d'été »

Rachelle Mc DUFF

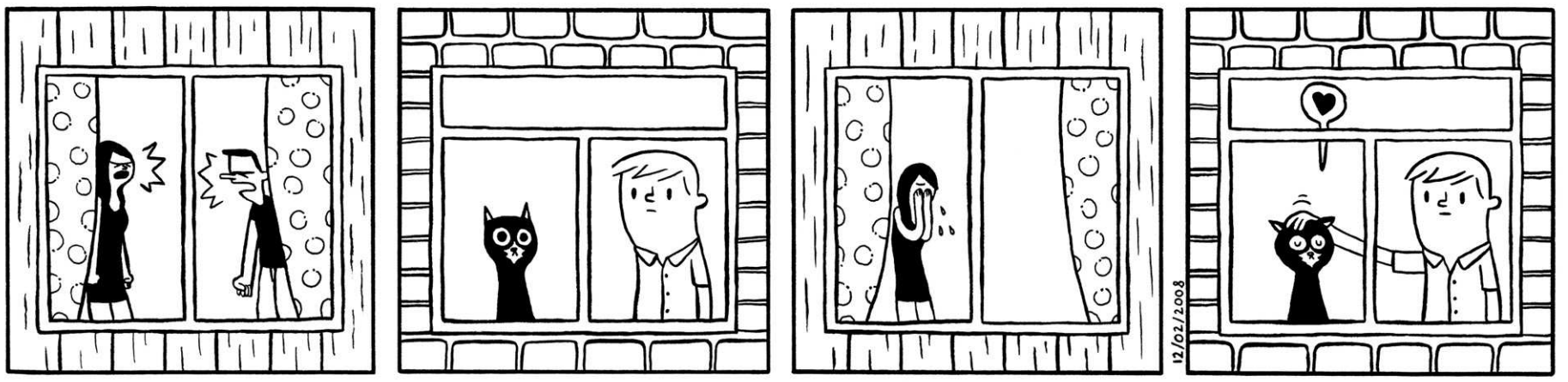
Ce refrain n'aura jamais été plus juste que dans la pièce *La femme d'avant,* de l'auteur allemand prolifique Roland Schimmelpfennig, jouée sur les planches du théâtre Prospero en ce temps hivernal. La pièce raconte la folie passionnelle d'une femme hantée par les réminiscences d'un amour d'été naïf et éphémère. Vingt-quatre ans après qu'il lui ait fait la promesse adolescente, sincère, mais irraisonnée, de l'aimer « pour toujours », Franck (Sacha Samar) reçoit la visite inattendue et non désirée de Romy Vogtländer (Cristina Toma). Pour elle, ces mots, tel un contrat gravé dans la mémoire du temps, n'ont jamais été prononcés en vain. Elle va donc chercher ce qui, selon elle, lui revient : l'amour de sa vie. Ce jour-là cependant, Franck, sa femme Claudia (Chantal Dumoulin) et leur fils adolescent Andy (Hubert Lemire) sont sur le point de partir vivre outre-mer. En l'espace d'une nuit cauchemardesque, elle parviendra avec violence à détruire tout ce que Franck a bâti sans elle. La ténacité avec laquelle Romy essaie de convaincre Franck que leurs destinées sont inexorablement liées émane d'une folie presque pathétique. D'ailleurs, à un moment ou à un autre de la pièce, cette irrationalité se répandra même chez les protagonistes, perturbés par l'infiltration soudaine de cette femme dans leur vie. En parallèle à l'histoire du triangle Romy-Franck-Claudia, il y a celle d'Andy qui, tout comme son père deux décennies plus tôt, doit briser l'amour de jeunesse qu'il entretient avec Tina (Livia Sassoli) à qui il a, on s'en doute, sûrement susurré un jour qu'il l'aimerait à jamais.

La pièce est mise en scène par le Roumain d'origine, vivant actuellement à Montréal, Theodor Cristian Popescu, qui nous avait fait découvrir Roland Schimmelpfennig en 2005 avec *Push Up* et, l'hiver dernier, l'intrigante *Nuit arabe* présentée au Théâtre de Quat'sous. Encore une fois, le « duo » nous offre un petit bijou de la dramaturgie allemande qui doit être apprécié tant pour la justesse d'avoir choisi une approche cinématographique au théâtre que pour la finesse et la perspicacité du texte ponctué de cynisme. Schimmelpfennig réussit de façon cohérente à faire des liens réfléchis entre les personnages et leur histoire personnelle, de disloquer et recomposer les différents tableaux pour nous faire tournoyer dans le temps ce qui rend si passionnante *La femme d'avant*. Comme dans un film, l'action rebondit par des retours en arrière, des sauts dans le futur. La compréhension de ces soubresauts temporels est simplifiée pour le spectateur à l'aide des surtitres français projetés sur le décor et narrés en allemand – ce qui rajoute un cachet à la scénographie. La solide distribution, le décor épuré et l'éclairage tamisé complètent cette œuvre dérangeante.

La femme d'avant, présentée au Théâtre Prospero (1371, rue Ontario Est) jusqu'au 1er mars.

_QLvol15no12.qxd 2/27/08 1:14 PM Page 27

paresse



paresse.ca

pascal

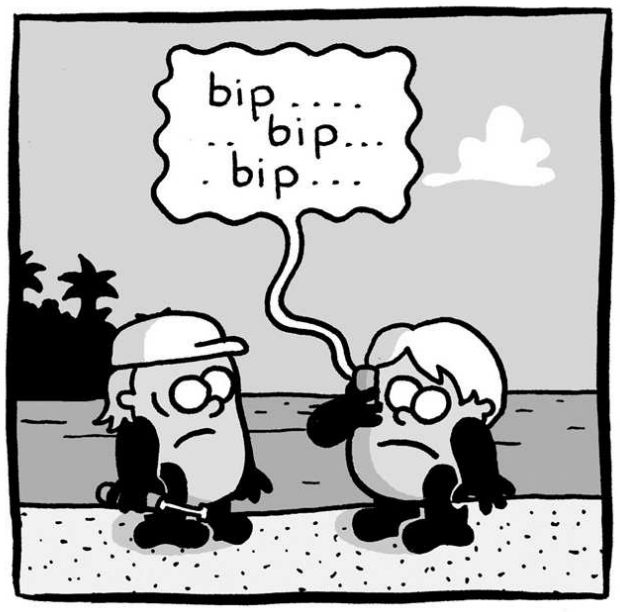
le DOGME. un feuilleton qui parle de lui-même à la troisième personne - par david turgeon —

8-4.

Suivez les aventures du paratexte dans "seuils" de gérard genette (le seuil) — à suivre —

Perdus sur l'île déserte

par Martin Vidberg



_QLvol15no12.qxd 2/27/08 1:14 PM Page 28

Mon campus serait plus durable si ...

Investissements Eau Transport Déchets Incidents Plantes Recherche

Écrivez un texte de une à deux pages ayant pour thème : «Mon campus serait plus durable si ...» et vous pourriez gagner un chèque-cadeau d'une valeur de 300 $ chez MEC ou quatre titres mensuels de la STM*.

***Visitez le www.campusdurable.org pour les règlements du concours et pour vous aider à la rédaction de votre texte.**

Pour que le développement durable devienne notre affaire à TOUS!

Pour en savoir plus sur le Projet Campus durable et les différentes façons de s'impliquer :

www.campusdurable.org

Le contenu des pages de la FAÉCUM est indépendant de la ligne éditoriale de *Quartier Libre*